

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**SAMEDI 10
DIMANCHE 11 AVRIL**

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

1 F 50
N° 158

**Bourgogne -
Electronique**

**Echec aux
provocations
patronales**

Voir p. 5

Luttes étudiantes

RENFORCEMENT ET RÉPRESSION

le choix à faire

Une semaine après la rentrée, quelle est la situation ? Malgré la parenthèse de Pâques, le mouvement a repris et s'est même élargi aux étudiants hier hésitants. La volonté d'abroger la réforme s'affirme donc, mais alors que le mouvement s'étend, apparaissent divers éléments qui peuvent remettre en cause, et rapidement, l'avancée de la lutte.

En effet, on peut s'inquiéter de l'orientation que le SNESUP entend donner à ce « blocage de l'université », on peut s'inquiéter sur la qualité de ces représentants des étudiants et du personnel et sur le point de vue qu'ils défendent.

Deux éléments essentiellement marquent cette semaine : il s'agit en premier lieu de l'intransigeance de la bourgeoisie : Saunier-Seïté renouvelle ses menaces sur l'invalidation de l'armée et le problème des examens devient un problème à résoudre pour poursuivre la lutte, ensuite les flics de Poniatowski interviennent massivement à Clermont-Ferrand, à Grenoble, à Toulouse, à Rennes, matraquent sauvagement les étudiants de la Sorbonne avec la complicité de l'administration.

En deuxième lieu, est proposé un blocage de l'université sous l'égide du SNESUP, des repré-

sentants du personnel universitaires et des représentants des étudiants. Ce peut être le germe d'un détournement de la lutte.

Dans quel cadre surgissent aujourd'hui ces deux éléments ?

Si l'élargissement de la lutte est indéniable, bien des questions apparaissent sur ses orientations : jusqu'où aller ? Faut-il simplement lutter contre la réforme ou élargir cette lutte à la remise en cause de toute l'université ? Une liaison avec les luttes ouvrières est-elle véritablement possible ? Dès les premières assemblées générales, des étudiants disaient : la politisation n'a pas été suffisante, il faut débattre plus au fond de l'orientation du mouvement, etc...

suite p4

à Clérieux (Drôme)

CINQ OUVRIERES ASSASSINEES

Une explosion s'est produite hier peu après midi dans un atelier de séchage des amorces de la manufacture de munitions de Clérieux, près de Romans dans la Drôme. La plupart des 80 ouvrières étaient à ce moment, sorties pour le repas, seules restaient 9 ouvrières. Cinq d'entre elles ont été tuées par l'explosion, les quatre autres sont gravement blessées.

Il y a trois jours, une petite explosion s'était déjà produite dans cet atelier. Et il y a une semaine, les ouvrières avaient fait grève pour exiger le respect des conditions de sécurité. La direction n'ignorait donc pas les risques graves courus par les ouvrières, elle a donné sciemment la priorité au rendement. Elle porte la responsabilité de ces cinq assassinats.

LIP

LES TRAVAILLEURS DANS L'USINE CE WEEK-END

Vendredi, l'ambiance a changé à Lip. Le fait que Sargueil se soit présenté au tribunal de commerce n'y est pas pour rien ! Lip vit dans l'attente de la confirmation judiciaire du dépôt de bilan. Car alors beaucoup de choses évolueront : pour les « Lip » sonnera l'heure des décisions d'action (sans doute d'occupation, entre au-

tre chose), et les forces du désordre gouvernemental commenceront à resserrer leur étau. Déjà hier soir, quelques idées commençaient à fleurir dans les groupes de discussion et de surveillance à Palente, en particulier sur comment rallier rapidement la population ouvrière de Besançon en cas d'intervention, comment proté-

ger l'outil de travail et animer la réflexion chez Lip... Pendant ce temps, quelques « en civil » venaient à l'Auberge Comtoise la plus proche de Lip, pour retenir des chambres pour des collègues : ces messieurs se rapprochent ? Hier matin, en inter-syndicale, une laborieuse discussion permit de faire revenir la CGT sur sa décision de ne pas signer le premier tract de popularisation (sur la « crise » de l'horlogerie). Le PCF, quant à lui, avait sorti un tract soi-disant de soutien, tout à la gloire de son conseiller général, Paganelli, qui proposait de venir rencontrer les « Lip » à la sortie de l'usine l'après-midi : la décision de l'AG de manifestation coupa l'herbe sous le pied à cette manœuvre publicitaire. Faute de pouvoir la faire, les révisionnistes du PCF décidèrent d'annuler la visite de leur conseiller.

voir p6

SOMMAIRE

- La médecine à la chaîne -p.2-
- Le mariage Peugeot - Citroën -p.3-
- Palestine occupée : vaste riposte contre l'occupant sioniste -p.7-
- Italie : le gouvernement en crise -p.8-
- Peugeot : Après la reprise, éléments de bilan -p.9-
- La réforme de l'entreprise -p.10-
- La fin de notre reportage sur Djibouti -p.12-

PEKIN

Un million dans la rue pour acclamer la dictature du prolétariat

Comment oser encore prétendre, après les événements de jeudi, que les masses populaires chinoises sont étrangères à la lutte en cours, que celle-ci se réduirait à une lutte de

cliques au sommet ? Les manifestations de toute sorte qui sont venues saluer les deux décisions prises par le Comité Central, concernant l'éviction de Teng Siao Ping et la

nomination de Hua Kouo Feng comme premier ministre et vice-président du Comité Central, apportent la preuve du contraire.

voir p7



ENQUETE

LA MEDECINE A LA CHAINE

(12) DANS NOTRE COURRIER

Une aide soignante de l'hôpital de Roubaix témoigne.

recueillie par notre correspondant

Elle est aide soignante à l'hôpital de Roubaix où elle travaille depuis de nombreuses années, fille d'ouvrier, mère de famille. Elle a accepté de discuter avec nous de son travail.

Quotidien du Peuple : Peux-tu nous parler de ton travail, des conditions dans lesquelles tu travailles.

Quotidien du Peuple : Peux-tu nous parler de ton travail, des conditions dans lesquelles tu travailles.

Les conditions de travail, parlons-en ! Et d'abord du manque de personnel : il y a des pavillons où tu as deux aides soignantes au lieu de 5, pas d'agents hospitaliers alors qu'il devrait y en avoir au moins trois, une infirmière au lieu de 4 ou 5 ! Quand en plus tu as 50 malades au lieu de 40 maximum, tu peux me croire que tu rigoles pas ! Alors le manque de personnel, ça veut dire que les aides soignantes principalement se payent tout le boulot supplémentaire : la vache, vaisselle, etc... On nous y oblige d'un côté, parce qu'on n'est qu'aide soignante, mais de l'autre on se rappelle qu'on doit être au côté des malades : alors on court toujours, on se crève pour que les malades n'en subissent pas les conséquences : alors les chefs concluent que ça marche aussi bien puisque tout le travail se fait avec moins de personnel !



En plus, il y a les chefs de service qui appliquent le principe «diviser pour régner». Si une aide soignante empiète un peu sur le travail d'une infirmière, puisque souvent elle en est capable, et qu'en plus ça soulage l'infirmière, voilà le chef qui va lui dire qu'on veut lui voler son travail ! Tout est fait pour maintenir une hiérarchie stupide et qui en plus ne sert en rien le malade : et il y a du monde qui s'y laisse prendre comme les internes eux-mêmes !

Remarque chez eux, il y a deux catégories bien nettes : les fils à papa et les autres. Et les fils à papa, attention, il ne faut pas marcher sur leurs plate-bandes ! Même si c'est dans l'intérêt du malade, c'est ça le drame. Ah, les conditions de travail si tu voyais : manque de place, de lits, de personnel, division... et ces locaux si tu voyais le pavillon Nez Gorge Oreille, c'est affreux

QdP : Et les malades dans tout ça ? Quelles sont les conséquences ? Que disent-ils ?

Les malades ? Ils en subissent les conséquences, c'est sûr, même si nous on essaye de limiter les dégâts... pour eux. Par le manque de place d'abord : les mourants sont dans les mêmes chambres que les malades de passage : quand c'est un cancéreux qui hurle toute la

nuît, tu penses si le voisin de passage est dans de bonnes conditions !

Le manque de personnel aussi : dernièrement, une malade avait décroché sa perfusion le truc mortel, quoi ! Elle n'arrêtait pas de sonner, mais personne ne se dérangeait ! Il s'en est fallu de peu pour qu'elle y reste ! Et puis tu as aussi les médecins qui ne s'en font pas, qui donnent des rendez-vous à 8 H aux malades, et qui arrivent à 12 H tranquillement ! Et puis, il y a toute cette hiérarchie incroyable : l'aide soignante qui doit aller voir les raisons de l'appel du malade et venir en rendre compte à l'infirmière qui au besoin en réfère au médecin. Pendant ce temps le malade attend. Et puis parfois comme l'infirmière est trop prise, elle ne tient pas compte de l'avis de l'aide soignante. Un exemple : On signale une plaie purulente sur une opérée qui va bientôt être libérée ! L'infirmière l'oublie parce qu'elle a trop à faire. L'opérée retourne chez elle et revient après dans un état grave à cause de la plaie ! Et c'est reparti pour elle !

QdP : Comment réagissent les malades ? Discutes-tu avec eux ?

Oui, j'en prends le temps. Premièrement, le malade qui arrive ne se sent pas en sécurité : c'est normal. On le soigne, d'accord, mais on ne lui explique jamais pourquoi ou comment, alors qu'il le demande. Moi qui essaie de le faire le plus souvent possible, j'entre en confiance avec lui et ça m'aide drôlement dans mon boulot. L'autre jour par exemple, les médecins et les infirmiers se sont cassés la tête pour trouver des causes physiologiques au mauvais appétit d'un malade. J'ai discuté avec lui : c'était des causes sociales ! Il n'avait plus goût à rien, car chez lui c'était le chômage complet alors qu'il avait beaucoup d'enfants.

Une autre fois dans un pavillon, une fille s'était mise en mauvais état en essayant de s'avorter n'importe comment : on a appris qu'elle avait vraiment envie de ce gosse, mais qu'étant au chômage, dans la misère elle ne voyait pas comment l'élever !

Et il y en a des tas comme ça ! Alors, que l'on discute avec eux ! Ce sont des êtres humains, pas des machines ! Mais non, on leur distribue des médicaments, on ne leur explique rien : une trop forte dose d'anticoagulant et c'est l'hémorragie !

Ici, c'est les vieux qui demandent toute la journée, et on ne leur explique rien sous prétexte qu'ils sont «bouchés» !

QdP : Que serait pour toi un véritable hôpital au service des travailleurs ? Est-ce que les malades y joueraient un rôle ?

Bien sûr, j'en ai donné des exemples. Le malade joue un rôle important dès le moment où on veut bien l'écouter, coopérer avec lui. Un véritable hôpital ? C'est un hôpital où on formerait tous une équipe, les malades y compris ! On aurait chacun son mot à dire : le personnel se réunirait régulièrement pour mettre les problèmes sur le tapis et décider... et pas seulement les chefs avec leur petite concurrence entre les pavillons !

QdP : Que penses-tu, pour finir, du titre de l'enquête «Médecine à la chaîne» et de ce sous-titre : «Hôpital ou usine à soins ?»

Usine à soins ! Oui c'est ça : ça devient de plus en plus une usine à soins !

Avant de conclure notre enquête, nous publions une série de témoignages de lecteurs qui dénoncent la médecine de classe, l'attitude des médecins, etc... Le témoignage d'une aide soignante de Roubaix montre que cette même révolte existe chez les hospitaliers et que de solides bases d'unité existent.



UNE SORTE DE COBAYE

Voici ce qui m'est arrivé il y a deux ans. C'était la visite annuelle obligatoire pour les étudiants. La doctoresse venait d'apercevoir, à la lumière de sa lampe de poche, un fond de l'œil douteux.

Quelques jours plus tard, j'eus donc l'honneur d'être admis à l'hôpital à 8 heures et d'être introduit auprès du médecin vers onze heures. Il m'expliqua d'emblée que ma pupille non rétractable, ne pouvait être une conséquence que de la drogue ou de la syphilis. Quand il eut compris, après maints regards soupçonneux, qu'il ne s'agissait ni de l'un ni de l'autre, il déclara que j'étais un cas particulièrement intéressant.

Je fus donc promu cas unique, déclaré prodige de la nature et j'eus droit à la visite de cinq ou six étudiants qui arrivèrent précipitamment pour se pencher longuement sur cet œil exceptionnel. Tout le monde de s'extasier et d'échanger force mots grecs. On m'annonça joyeusement que je serais convoqué un jour prochain et que l'on enregistrerait tous mes réflexes pour le plus grand bien de la science. Ensuite, je fus conduit en cortège au service d'ophtalmologie où ce fut le branle-bas de combat. Les soins aux yeux suppurants, les pansements, tout fut abandonné illico. Un malade resta la tête prise dans un appareil qui servait à l'examiner. Car mon neurologue avait éveillé l'intérêt du grand patron de ce service. On m'appliqua enfin un produit destiné à rétracter les

pupilles et j'attendis. Nouvel examen et nouveau produit, cette fois pour dilater les pupilles. J'attendis longtemps, longtemps. Quand je pus discerner l'heure à ma montre, il était plus de treize heures et tout le monde était parti déjeuner. J'ai erré seul dans les couloirs, appelé en vain. Finalement, je me suis sauvé à toutes jambes, par un escalier de secours et, à moitié aveugle, je suis rentré

chez moi à tâtons avec un bon mal de tête jusqu'au soir.

Nouveau rendez-vous, nouvelles démarches, nouvelles attentes. Finalement, je fus déclaré sain de corps sinon d'esprit. Au total, cela m'avait pris au moins une semaine entière pour m'entendre dire à la fin que je leur avais donné bien du travail.

Correspondant Charleville

A la maternité de Saint Maurice à Charenton, les femmes recommandées c'est-à-dire connues du patron sont signalées à l'attention du personnel dès leur première visite du 3ème mois. Leur dossier comporte une pastille de couleur bleu marine qui fait qu'elles seront vues par le patron, l'assistant mais jamais la sage femme.

Le jour de l'accouchement venu, la sage femme se précipite sur le téléphone pour appeler les médecins au lieu de le faire elle-même comme d'habitude. Le mari pourra assister à l'accouchement. Pour toute autre femme, on dira au mari : «On vous téléphonera, revenez quand ce sera fait

Il n'est pas rare que la sage femme la réprimande si elle crie pendant l'accouchement. Si une épisiotomie est nécessaire on emploie les forceps, on fera appel à l'interne de garde qui pratiquera sans anesthésie. C'est souvent qu'on peut entendre des phrases comme ça «Arrêtez de crier, vous criez moins quand on vous a fait cet enfant !»

TÉMOIGNAGE

J'ai travaillé dans une petite maternité de 13 lits à Paris. Dans cette petite entreprise, on économisait sur tout : le personnel comprenait une sage femme qui se relayait pour les gardes avec la patronne, une aide soignante de nuit faisant fonction d'infirmière, une étudiante en sociologie ou autre pour la remplacer...

Les femmes qui payaient un supplément avaient droit à un chambre sur le même étage que la salle d'accouchement. Les autres devaient monter à pieds, après l'accouchement, un étage en colimaçon ; plusieurs fois elles y ont fait des chutes de tension. Pour les enfants aucun matériel de réanimation...

ECONOMIE

PEUGEOT ABSORBE CITROËN

LES TRAVAILLEURS FONT LES FRAIS DU MARIAGE

Peugeot détient désormais la quasi totalité du capital de Citroën. Un nouveau pas est franchi dans la restructuration de l'industrie automobile française, qui ne comporte désormais que deux grands groupes, de taille internationale, Renault, qui contrôle Berliet et Saviem, et Peugeot-Citroën.

Jusqu'alors, une incertitude régnait sur les projets de Michelin, l'ancien propriétaire de Citroën, qui détenait encore il y a deux jours, 53% du capital de

Citroën. Le trust multinational Michelin a donc décidé de concentrer tous ses efforts sur le pneumatique. Même si le communiqué commun parle de «l'individualité propre» des deux sociétés, il est clair qu'il s'agit bel et bien d'une fusion. Pour les ouvriers de Citroën, comme de Peugeot, cela risque donc de se traduire par des menaces de licenciements, par une nouvelle intensification du travail, et par le développement des méthodes d'encadrement fasciste façon CFT à Peugeot.

La restructuration de Citroën
par Peugeot

3000 licenciements

Ces «strictes méthodes de gestion» imposées par Peugeot à Citroën ne sont autres qu'une rentabilisation systématique des usines Citroën :

«on a rogné partout, même où cela avait déjà été fait» se plaignait-on l'année dernière au quai de Javel. Si cette rentabilisation a porté sur les bureaux d'études, sur les

plans de la firme (remise à plus tard de la sortie d'une petite cylindrée, ou arrêt plus tôt que prévu de la chaîne des DS), elle s'est surtout traduite par 3 000 licenciements l'année dernière dont 210 travailleurs du XV^e, 35 de Vélizy, 754 de plus de 60 ans. C'est cela que presse et radio appellent le «pari gagné»...

Les dessous des «difficultés»
de Citroën

Tout le verbiage fait à propos des difficultés de Citroën, tout le chantage à la crise entretenu manu militari par la CFT, à propos de la crise du pétrole qui aurait terrassé Citroën, ne résiste pas longtemps à l'analyse. Citroën était contrôlée par Michelin, dont l'activité de pointe était depuis longtemps le pneumatique. Seulement, pour bénéficier de l'acquis technique que lui donnait la mise au point du pneu à carcasse radiale (auquel viennent les États Unis seulement aujourd'hui), il fallait pouvoir investir massivement. Et ces investissements, Citroën était chargée de les fournir. Résultat : 3 millions de francs versés par l'État «pour vente

de terrain», puis 1 million de francs, au titre de «l'aide à l'automobile», puis 240 000 francs pour l'usine de Rennes, 3 750 000 francs pour la vente des terrains du quai de Javel (acquis gratuitement à la fin de la guerre de 14...), et enfin le milliard et demi qui finalement est revenu à Michelin, lors de la restructuration.

«Hier, Stoléru annonçait un projet concernant les veuves ayant un ou plusieurs enfants à charge, un minimum mensuel de 1 200 F leur serait accordé. Une aumône pour dissuader ces femmes de rechercher du travail.

PEUGEOT, CITROËN, ET PEUGEOT-CITROËN

Peugeot a été créé en 1896, produisait en 73, 766 000 véhicules, et emploie 57 700 salariés. La firme possède également six usines en participation avec Renault, ainsi que sept usines de montage à l'étranger.

Citroën a commencé son activité automobile en 1924, pour être reprise en 1934 par Michelin. En 73, la production était de 750 000 véhicules, et la firme emploie 51 000 salariés répartis en 21 usines.

Peugeot-Citroën, en produisant en 75, 1,24 million de véhicules, devient le premier constructeur français, devant Renault (1,18 million de véhicules, sans compter les filiales étrangères), et le septième constructeur mondial, le premier étant General Motors avec 5,5 million de véhicules.

EXTRAITS DU COMMUNIQUE COMMUN PEUGEOT CITROËN

«En exécution des accords de coopération de fin 74, le groupe Peugeot assure la direction des usines Citroën et possède quelque 38,4% du capital».

«A la suite de cet accord, (...) Michelin a proposé à Peugeot de reprendre le solde des actions Citroën SA. Cette opération s'est effectuée le 8-4-76 au moyen d'un échange d'actions».

«Par ailleurs, le groupe Peugeot, qui détient désormais environ 90% du capital de Citroën SA, poursuit les études qu'il a entreprises depuis plusieurs mois dans le cadre de la nouvelle direction des automobiles Citroën en vue de l'organisation future des deux groupes».

«En tout état de cause, les deux sociétés (...) conserveront leur individualité propre et leur gamme de modèles et maintiendront une totale indépendance de leurs réseaux commerciaux».

avant la cession, et 500 millions à Renault pour racheter Berliet à Michelin.

Michelin, type même de la grosse entreprise que cherche à construire la bourgeoisie française, installée solidement sur le marché international, exportant production et surtout technologie, était le plus grand bénéficiaire de l'opération. Du côté de la firme clermontoise, où on parle cyniquement d'une certaine nostalgie à propos de cette vache à lait qu'était pour elle Citroën, on évoque la possibilité de la création d'une sorte de Général Motors française, fruit de la collaboration Peugeot-Renault.

Une possibilité envisagée à nouveau à la Régie, où l'on songe à réactiver les accords passés avec Peugeot en 1966, qui prévoyaient une collaboration au niveau des bureaux d'études et des investissements. Il ne semble pas que ce soit dans les intentions du gouvernement giscardien, véritable maître d'œuvre de la restructuration et peu désireux d'avoir affaire à un groupe de la taille des géants américains.

Eric BRÉHAT

Rapport du VIIème Plan

CROISSANCE ASSURÉE... DU CHÔMAGE

Le rapport du VII^e Plan sur l'emploi, comme les précédents, ne s'aventure pas à dresser un tableau précis des années à venir. D'emblée, les rapporteurs prennent leurs précautions : «La préparation du Plan a toujours été une tâche ambiguë voire, pour certains, compromettante». Pour éviter de se compromettre, ils développent plusieurs hypothèses possibles et en tirent des recommandations pour orienter le pilotage à vue du gouvernement.

La meilleure des hypothèses n'est même pas retenue comme possible. Elle correspond à un taux de croissance de 10 % l'an qui, d'après eux, permettrait de résorber presque totalement le chômage. Or les plus optimistes des experts bourgeois ne pensent pas que le taux d'expansion sera supérieur à 7 %.

HYPOTHÈSE ROSE, HYPOTHÈSE TRISTE...

L'hypothèse considérée comme la plus «rose» tout en restant dans l'ordre du possible se situe autour d'un taux d'expansion de 5 % par an. Selon cette hypothèse, le nombre des chômeurs en 1980 serait à peu près au même niveau qu'actuellement, c'est-à-dire entre 840 000 et plus d'un million

de chômeurs (chiffres INSEE) ce qui correspond en réalité à 1 250 000 et 1 500 000 chômeurs réels. «Un taux de croissance annuel moyen de la production intérieure brute sur 1975-1980 de 5,3 % ne permettrait aucune résorption du chômage», affirme le rapport. Mais même ce taux, il ne peut le garantir, c'est pourquoi il envisage une hypothèse plus basse : «des performances inférieures se traduiraient par un niveau de chômage encore plus élevé», c'est «l'hypothèse triste» qui donnerait 1 400 000 chômeurs officiellement recensés en 1980, c'est-à-dire en réalité plus de deux millions.

Examinant les moyens de faire face à cette situation et de limiter l'augmentation du chômage, la commission fait une série de suggestions au gouvernement.

Le rapport précise que la croissance pourtant présentée comme le moyen de résorber le chômage ne suffit pas à l'assurer. «Si on reste dans les modalités de la croissance passée, cela ne permettra pas une politique satisfaisante pour l'emploi». «La restauration du plein emploi» suppose d'autres mesures :

- une politique industrielle tournée vers la création d'emplois,
- une aide aux entreprises en difficulté à se reconstruire sur place,
- une action en faveur des PME,
- une politique restrictive de l'immigration,
- une réduction du temps de travail pouvant aller jusqu'à 38,7 h par semaine ; l'avancement de l'âge de la retraite.

Mais le rapport ne se fait pas d'illusions sur l'application de ces mesures «dont on n'a d'ailleurs pas précisé par quels moyens, elles pourraient être réalisées» et qui «ne constituent pas à elles seules une réponse satisfaisante au problème posé». De plus, il reconnaît que le dé-



veloppement industriel préconisé ne signifie pas obligatoirement une reprise de l'embauche. En effet «lorsque les chefs d'entreprise décideront des investissements, il y a tout lieu de supposer que ceux-ci seront orientés davantage vers la rationalisation de la produc-

tion risquant d'entraîner une contraction au niveau de l'emploi».

LE DÉVELOPPEMENT DES AGENCES DE L'EMPLOI

Si, même la reprise, à supposer qu'elle ait lieu, ne permet pas de régler le pro-

blème de l'emploi, que faut-il faire ?

Pour les rapporteurs, deux choses : essayer d'éviter les explosions sociales, mais ce sera difficile : «Faute d'un consensus général, force est de mettre en œuvre une stratégie non pas qui réduise les conflits mais qui permette de les gérer et de les surmonter». Stratégie basée sur les pseudo-réformes de l'entreprise, la revalorisation du travail manuel... Et plus particulièrement en ce qui concerne le problème de l'emploi, il faut d'une part améliorer et simplifier les indemnités de chômage et d'autre part développer les services de l'ANPE : «ce développement devra prendre la forme d'un programme permettant d'assurer une certaine densité d'implantation de l'ANPE en 1980».

La seule croissance assurée en fin de compte parmi cet amas d'incertitudes c'est celle des agences de l'emploi, telles sont les perspectives de la «société libérale avancée».

Serge LIVET

ETUDIANTS

Aujourd'hui, coordination nationale à Amiens

LES ÉTUDIANTS AFFRONTENT LES CRS... ET LES RÉFORMISTES

Le choix à faire

(suite de la Une)

Alors que le mouvement s'est étendu, la confusion reste grande et on voit réapparaître au bureau des assemblées générales, les vieux manipulateurs de l'UNEF. Clarifier les objectifs, c'est plus urgent que jamais car l'aspiration à se lier aux luttes des travailleurs qui s'exprimait nettement avant Pâques, risque de tourner court, car elle sera impuissante à déboucher. Entre ceux qui luttent pour un meilleur avenir de cadre, pour une université libérale et ceux qui, au-delà de cette lutte, cherchent à rejoindre le camp des travailleurs pour le combat révolutionnaire, le clivage n'a pas été suffisamment éclairci.

Dans la confusion qui subsiste, le réformisme peut refaire bonne figure, c'est une véritable offensive que celle du SNES-Sup et de l'UNEF qui vise à prendre en main le mouvement.

Ce que veulent les réformistes, c'est proposer une négociation acceptable par la bourgeoisie, la lettre de Saunier-Seïté à l'UNEF (trotskiste) montre qu'il n'y a pas de contradiction sur le fond. La direction du SNES-Sup indique qu'elle lutte pour le maintien des postes de profs, pour l'université d'avant. De remise en cause de l'université de classe : point !

Limiter la lutte à la défense des «intérêts des étudiants», tel est l'objectif poursuivi, ce que la bourgeoisie peut accepter.

D'un côté, le chantage aux examens et les flics, de l'autre la tentative d'engager le mouvement dans la voie réformiste. D'un côté comme de l'autre, il s'agit de mettre un terme à la réflexion qui s'engage sur la place des étudiants dans les luttes populaires, d'empêcher la constitution d'un pôle révolutionnaire dans la lutte.

On ne peut parler aujourd'hui d'élargissement, de durcissement de la lutte, sans en même temps, dénoncer les manœuvres qui se dessinent.

«Durcir» le mouvement, ce n'est pas construire une unité de surface, c'est à l'évidence l'engager dans le combat que mènent les travailleurs, c'est élargir la remise en cause de l'avenir de cadre que la bourgeoisie propose, c'est remettre en cause l'université de classe qui fabrique des chiens de garde, c'est appuyer par tous les moyens les luttes que mènent aujourd'hui les travailleurs contre la politique de crise, bref, c'est se préparer à rejoindre et à soutenir l'offensive ouvrière qui se dessine contre le pouvoir bourgeois. L'unité des étudiants et des travailleurs ne connaît pas d'autre voie.

Déjà, la répression brutale que les étudiants ont connue cette semaine exige de rejoindre la lutte des ouvriers pour les libertés démocratiques, le soutien aux luttes qui se développent dans nombre d'entreprises favorise l'avancée dans cette unité révolutionnaire.

S'engager dans cette voie, c'est modifier le rapport de force au sein du mouvement, c'est réunir les conditions pour l'abrogation sans compromis de la réforme Soisson, car l'UNEF nous fera-t-elle croire qu'elle n'est pas prête à la négocier, lorsqu'on sait que le PCF a si bien mis en place les maîtrises de sciences et techniques à Villetaneuse, dont Soisson ventait les mérites ?

Abrogation de la réforme Soisson !

A bas l'université bourgeoise !

Construisons l'unité révolutionnaire des étudiants et des travailleurs !

RENNES

Les étudiants ont fait une manifestation très combative en direction de la chambre syndicale patronale, sur les mots d'ordre «patrons hors des facs», «ni chômeurs, ni cadres au service du patronat», «à bas le régime capitaliste de chômage et de misère», «titularisation de tous les auxiliaires».

Les étudiants se sont rassemblés autour de la chambre patronale. Après un début d'occupation des bureaux, les CRS ont chargé, des heurts violents ont eu lieu.

Hier matin, une réunion de patrons devait avoir lieu à la présidence de l'Université, les étudiants ont bloqué les portes pour empêcher la réunion, les patrons ont dû s'esquiver.

APRES L'INTERVENTION DES FLICS A LA SORBONNE, MANIFESTATION ETUDIANTE A PARIS



La manifestation qui s'est tenue hier à Paris a été appelée très rapidement, à la suite des arrestations massives de la Gare de l'Est, hier et de l'intervention des flics à la Sorbonne.

Elle a cependant regroupé au départ de Jussieu plusieurs milliers d'étudiants. Manifestation combative, reprenant ces mots d'ordre devenus un acquis du mouvement étudiant : *Flics, patrons, hors des facs ! Ni chômeurs, ni cadres au service des patrons !* Et de la part des étudiants en médecine venus nombreux. Médecine libérale, médecine du capital largement repris.

La manifestation était appelée par le comité de mobilisation de Villetaneuse et avait pour objectif le ministère de l'éducation nationale, évidemment gardé de tous côtés par les CRS. Le parcours curieusement choisi commence par suivre les

quais de la Seine, puis remontant le boulevard St. Germain, se retrouve bloqué de toutes parts par les CRS à l'angle du Bd Raspail. La majorité des étudiants ne veut pas se disperser, et les porteurs de banderoles de l'UNEF sont proprement vidés des rangs de la manifestation alors qu'ils avaient appelés à se disperser (sans oser le faire sous leur nom, pourtant !). Ces monsieurs sont obligés de se réfugier derrière les rangs des CRS....

Tous les abords de la place étant bloqués, la manifestation finit par se vider par une station de métro. Et là les discussions sont vives «Les manifestations, ça devient un peu une routine. La semaine d'action de l'UNEF et du SNESUP c'est une façon de couler le mouvement». «Oui, mais qu'est-ce que tu veux faire ? Et d'abord, le «mouvement» qu'est-ce qu'il vise ?»

Les discussions prennent très vite un caractère politique à propos de l'UNEF, en particulier.

Plus tard on signalait des affrontements avec la police à la gare St. Lazare.

ORLÉANS

Les étudiants d'Orléans envoient une dizaine de délégués à la coordination d'Amiens. Ils représentent la fac de lettres en grève depuis lundi, la fac de sciences en grève depuis hier.

Les délégués de la fac de lettres sont mandatés sur la base du mot d'ordre «ni chômeurs, ni cadres au service du capital».

En fac de sciences, il a été décidé le principe des examens collectifs.

Réforme Haby : le Savoir Minimum Intellectuel Garanti

Le ministre de l'éducation nationale vient de publier un nouveau texte concernant la réforme de l'enseignement. Comme les précédents, il est orné d'un emballage pédagogique, écrit dans un langage pseudo-scientifique et moderniste. Une série de banalités affligeantes y sont présentées comme autant de révolutions incroyables de l'éducation. Ce texte est apparemment soucieux du bien des élèves, il n'en est que plus dangereux. Car c'est en fait un déguisement de pacotille pour masquer le projet politique qui le sous-tend : le renforcement systématique de l'asservissement de l'éducation au capital.

Haby a plein la bouche des dernières innovations en matière de pédagogie : il ne craint pas de demander que les élèves soient désormais «ouverts au changement», et qu'ils «accèdent à l'autonomie». Il exprime son souci «d'ouverture de l'école sur la vie» et désire apparemment développer tout ce qui favorise «en chacun les capacités d'expression et de créati-

ti». Principes théoriques louables. La vieille école, celle des cours magistraux et ennuyeux, coupée de la réalité, où les élèves sont brimés, réduits à l'état de choses qui ne pensent pas, semble loin. Du moins pourrait-on s'y laisser prendre.

Car, si l'on creuse derrière les engagements verbaux, on ne trouve que des platitudes et du vide. Ainsi, Haby, pour l'enseignement du français propose-t-il comme objectifs : «savoir s'exprimer correctement dans une conversation», «présenter une lettre», «comprendre le texte d'une petite annonce» (il n'a pas mis «se tenir proprement dans une file de chômeurs» ou «se présenter dans une agence d'interim»). Sous prétexte d'accroître «la responsabilité» des élèves, le texte propose même de leur faire faire le ménage (et de licencier, sous-entendu, les femmes de ménage).

En fait, ce qui n'est pas dit, c'est que sous le couvert de «l'ouverture sur la vie», le contrôle patronal direct sur

l'enseignement est renforcé (voir le CAP en tranches, la généralisation des CPPN, classes pré-professionnelles de niveau, qui «forment» en un an des OS et des manoeuvres, ou apprentissage à mi-temps dans les CFA).

Haby se trahit d'ailleurs en parlant, pour tous d'un «programme noyau» minimum, sorte de menu le moins cher qui sera distribué aux enfants du peuple, pendant que les autres, sous couvert de «différences de capacité» auront droit à un enseignement de qualité. Ce savoir minimum garanti, couplé avec un dé-cervelage plus poussé sera dispensé dans ce qu'on appellera les «collèges» (de 6^e à la 3^e) et, pour les plus privilégiés, dans les nouveaux lycées (après la 2^e).

Les applications précises de ces textes ne sont pas encore connues : elles devront être fournies par les inspecteurs-en-mai. Mais la réforme se met progressivement en place. Sous couvert de mieux répondre aux besoins des élèves, de s'adapter à eux, à leurs rythmes, cette réforme est une entreprise d'élimination radicale des enfants du peuple du système scolaire ; la classe ouvrière, qui n'a pas d'illusions sur l'enseignement bourgeois dispensé aujourd'hui, doit pourtant se battre contre ce projet qui vise à supprimer, pour ses enfants, des droits scolaires pourtant déjà élémentaires.

Paul LEFORT

TOULOUSE : LA POLICE SUR LE CAMPUS

Lundi, l'occupation massive du Conseil d'Université a imposé des prises de positions claires : refus d'application de la réforme, report des examens à quinze jours après la grève, invalidation des partiels qui ont eu lieu durant la grève, demande de levée d'inculpations de deux camarades pour la séquestration du recteur Chalin, financement de la crèche mise en place par les grévistes, maintien dans leur poste des auxiliaires vacataires.

Mercredi, le recteur Chalin est venu inaugurer une bibliothèque à 100 m de la fac. L'occasion était trop belle de venir lui demander des explications sur ces inculpations arbitraires. Très

rapidement les flics sont intervenus. La riposte et l'auto-défense se sont organisées aussitôt. Alors que les policiers avançaient sur eux, l'un d'eux pointant son revolver sur les étudiants, ceux-ci n'ont pas hésité à charger, faisant trois blessés parmi les policiers, endommageant leur véhicules.

Les étudiants s'organisent, préparant la journée du 15 avril : liaison régionale, débat sur les luttes des viti-culteurs et des ouvriers.

Nous préparons notre participation à la grève générale du Midi viti-cole le 29 avril et un 1^{er} mai de luttes.

Corresp. Toulouse

LUTTES OUVRIERES

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

ECHEC DES PROVOCATIONS PATRONALES

Y. CHEVET



La journée de jeudi 8 avril a été marquée par différentes manœuvres de la direction : le matin à 7 heures, un tract ordurier signé «Comité de Soutien de la Paroisse Ste Berpadette», et distribué aux cadres et aux quelques non-grévistes, s'en prenait aux dirigeants de la grève, qualifiés de «mégalomanes ambi- tieux» et aux grévistes traités

de «crétins incurables». La direction, après l'échec de la mobilisation des éléments d'extrême droite dimanche, se démène par une campagne de presse («Les Dépêches», «Le Bien Public», et la télé régionale) pour essayer de faire croire à l'opinion ouvrière qui sympathise avec les grévistes «qu'une mino- rité de grévistes empêche la

majorité de travailler», alors qu'au 25^e jour, la grève est toujours aussi forte. Elle essaye de regrouper les non-grévistes dans une prétendue «association de défense de la liberté du travail», efforts improductifs malgré le démarchage de chefs comme Fiet, Janvier... A tel point que, la prétendue association de défense a dû désavouer le tract ordurier diffusé le matin. Les menaces de provocations fascistes ont renforcé la détermination des travailleurs encore plus nombreux à la garde la nuit et au piquet le matin. La direction ne donne pas signe de vie et semble miser sur le pourrissement et l'intransigeance.

A 17 heures, une manifestation de soutien à B.E. était convoquée par les U.D. CGT et CFDT. Cette manifestation de 400 personnes se caracté- risait par la combativité des travailleurs de B.E. qui ont parcouru la ville aux cris de «Nous voulons, nous aurons satisfaction», «400 F tout de suite, c'est possible», «Non aux nouvelles classifications», «Malot, au poteau et Beauregard au rencart», et en chan- tant les diverses chansons de la grève. Prévue pour se disperser place du théâtre, où le P.C.F. l'a quittée, la mani- festation a continué jusqu'à la place Darcy, popularisant largement la lutte. En queue de cortège, quelques élé- ments du P.C.F. ont essayé de lancer sans succès, «Union, action, Programme Commun», un certain nombre de travailleurs des postes et de la SNCF répondant par «Union, action, Révolution». Au cours de la manifestation, vingt «Quotidien du Peuple» étaient vendus. Seul point

au poste de garde...

Au poste de garde, nous nous retrouvons avec plu- sieurs travailleurs. Tran- quille, la discussion s'engage. G., une jeune ouvrière de l'atelier Perrin, OS 2 à 1300 F par mois : «Hier, c'était ma première manifestation. C'était drô- lement bien. Quand est-ce qu'on recommence ?». A. ouvrière de l'atelier Cornu, OS3, six ans d'ancienneté, avec 1350 F par mois : «Les grévistes s'accordent bien. Il y a de l'ambiance. Moi, j'ai fait beaucoup de connaissances. Quand on travaille, on ne se voit pas entre nous. Ça fait du bien de faire grève de temps en temps». Un jeune de la comptabilité : «Nous, on est coupé des travailleurs des ateliers». Une ouvrière approuve : «Surtout que, quand on va les voir, c'est toujours pour réclamer sur les feuilles de paie. Les pauvres, ce sont eux qui

prennent tout». G. : «Quand on arrive à l'usine en temps normal, on descend du bus et on va directement à l'atelier. On ne se rencontre pas». A. : «Après la grève, on pourra aller voir les copines. A la reprise, ce ne sera plus comme avant. Ils nous ont trop eus. Moi, je ne ferai que le nécessaire, le ren- dement ce sera fini. D'ail- leurs, depuis les nouvelles classifications, c'était fini». Quand on aborde le problème des alertes avec les groupes d'extrême droite, A. : «Tant que l'on est la majorité, je ne crois pas qu'ils vont essayer. Ce qu'ils veulent, c'est nous faire peur, nous intimider. Dimanche, si j'avais été là, je me serais armée comme les autres. Peut-être que je n'aurais pas eu assez de forces, mais je me serais défendue». Et la police ? A. : «La police, c'est

quand même plus impres- sionnant. A la foire, on a bien tenu, les flics avaient beau nous dire de déga- ger, on n'a pas bougé. Le fait qu'on s'est mis à chanter notre chanson, ça nous a donné du courage. Beaucoup disent ici, qu'on ne va pas caler mainte- nant. Plus le temps passe, plus ça nous durcit». G. intervient : «Moi, je suis restée quatre nuits de suite. Mes parents ne di- sent rien parce que je suis célibataire et majeure. De toute façon, je préfère être ici qu'à la maison, pour voir tout ce qui se passe». Un jeune : «Ça risque d'être difficile si les flics sont quatre ou cinq cents. Les stocks, faudra les sortir avant et les plan- quer. Si ça durcit, c'est ce qu'on sera obligé de fai- re».

à la réunion du comité de grève...

Nous laissons les travail- leurs pour assister à la réu- nion de direction de la lutte. Le comité de délégués réuni avec le comité de grève (il n'y a pas de délégués dans le comité de grève) plus tous ceux qui veulent y assister, c'est en tout soixante per- sonnes qui sont ainsi rassem- blées.

Plusieurs points sont à l'ordre du jour : la prétendue «Association pour la Défense de la Liberté du Travail» propose un médiateur en la personne du maire de St Appollinaire (sans étiquette mais de la majorité), qui pense ainsi préparer les muni- cipales de 77. Pour que la direction ne dise pas que l'on refuse la discussion, va pour le médiateur, ce ne sera que le troisième après l'inspecteur du travail et les conseillers généraux du PS.

Le deuxième point : la direction qui refuse toujours de négocier a envoyé une lettre d'intoxication au per- sonnel. Elle y fait du chanta- ge à la fermeture et reprend son refrain habituel : «C'est

une minorité qui empêche la majorité de travailler». Une ouvrière propose un plan de lettre pour répondre et une petite commission de trois se met à la rédiger pendant que la réunion se poursuit. Le problème du prix du repas est réglé : suite à des réclama- tions, il sera maintenant à 3 F 50 plus 1 F pour la bois- son. D'autres actions sont étudiées, en particulier, un gala pour le mercredi suivant à B.E., on est prévoyant...), ainsi que l'animation pour les gosses dans l'usine, le mer- credi après-midi. A 11 h 30, c'est l'assemblée générale. Robert Vieillard, secrétaire CFDT, prend la parole et fait les propositions élaborées. Le débat s'engage, les décisions sont prises. La lettre de réponse à la direction est lue et approuvée. Puis, l'assem- blée générale se termine et les grévistes prennent leur repas tranquillement. Ça change de l'habitude où il fallait avaler son repas à coup de lance-pierres. A Bourgo- gne Electronique, la lutte continue...

SAULNIER-DUVAL Nantes
11ème semaine de grève

Après 9 semaines de grè- ves tournantes, qui allaient jusqu'à 4 heures de débraya- ge par jour et désorganisaient complètement la production, le patron a riposté par le lock-out d'une partie du personnel (celui des chaînes), le 19 mars.

La riposte des travailleurs et de l'inter-syndicale fut immédiate : grève totale avec piquets de grève pendant les heures de travail. Les 900 travailleurs (surtout des OS et des femmes) achèvent donc leur troisième semaine de grève totale. Le «ras l'bot» qui a déterminé la grève ne date pas d'aujourd'hui : en 75, c'est 350 emplois suppri-

més (licenciements, départs à la retraite non remplacés...) De plus, une enquête de la CFDT faisait apparaître des écarts de salaires allant de 20 jusqu'à 450 F avec d'autres usines nantaises (La Meuse, Say, Biscuiterie Nantaise...)

En décembre 75, les délé- gués apprennent que la direc- tion ne reconduira pas les accords salariaux. Le 23 janvier, c'est une grève d'av-ertissement qui pose les revendications : 5% d'aug- mentation des salaires —200 F pour tous pour rat- traper les salaires de la région— 5^e semaine de congés payés...

Depuis le début de la lutte,

face à l'intransigeance de la direction (aucun contact de- puis le 19 mars, si ce n'est une commission de concilia- tion qui n'a rien donné), les travailleurs de Saulnier-Duval multiplient les actions de popularisation : Blocages ré- pétés de la route de Paris, meeting de toute la métallur- gie nantaise devant l'usine qui rassemblait plusieurs mil- liers de personnes. Hier enco- re, c'était l'occupation de la mairie de Nantes avec force banderoles.

Pour renforcer la lutte et élargir le soutien, des «pay- sans-travailleurs» sont plu- sieurs fois intervenus devant l'usine en vendant leurs pro-

duits et en expliquant leurs difficultés par rapport au prix d'achat de leurs marchan- dises.

Pourtant, plusieurs ques- tions se posent aujourd'hui : les non-grévistes (surtout la maîtrise) s'organisent et cherchent à démobiliser en allant chez chacun des gré- vistes. Egalement la question de l'occupation effective de l'usine qui permettrait de mieux s'organiser et de faire plus massivement encore participer le personnel à la grève. Et surtout face à l'intransigeance de la direc- tion, c'est l'élargissement de la solidarité et du soutien de toute la métallurgie nantaise qui se pose.

chaleureux des cheminots qui leur disaient : «C'est bien, continuez !».

Tout au long de la mani- festation, des groupes de quatre ou cinq fascistes essayaient de faire des pro- vocations. Reconnus par les grévistes, ils furent dûment photographiés, et ils ne la ramenaient pas.

Vendredi 9, les travailleurs se sont mobilisés à 5 heures à l'usine. Soixante d'entre eux étaient au rendez-vous pour aller populariser la lutte à LCC Montreuil et au Salon du

composant électronique à la Porte de Versailles. A 7 heu- res, près de 200 ouvrières et ouvriers se retrouvaient au piquet. Cadres et non-gré- vistes étaient moins nom- breux que la veille. Au pi- quet, c'est la bonne humeur. Les travailleurs observent aux jumelles les non-grévistes. Les lances à incendie et à neige carbonique sont en faction, au cas où... Fina- lement, vers 9 heures, dépi- tés, les cadres s'en vont et tout le monde rejoint la cantine ou le poste de garde.

en bref...

Une ouvrière qui tra- vaillait depuis 14 ans à l'entreprise Jeumont- Schneider, à Montceau les Mines (en Saône et Loire) s'est suicidée le 5 mars. Après des an- nées de surexploitation (salaire dérisoire, ca- dences), elle venait d'apprendre qu'elle était licenciée, alors qu'elle était en arrêt maladie. Capital assas- sin, tu paieras un jour prochain tes crimes !

• C'est la majorité des 250 travailleurs de la branche française ADS (caisses enregistreuses) qui est en lutte depuis la journée de mercredi. Les revendications por- tent sur l'application de la nouvelle grille de

classification, une aug- mentation de salaire, et enfin, ils comptent bien obtenir le paiement de leurs jours de grève en totalité.

• Cinquante travail- leurs des trois usines Dassault, à Boulogne, Saint-Cloud et Argen- teuil occupent depuis deux jours le siège social de l'entreprise à Vaucresson. Ils enten- dent ainsi obliger la direction à fixer préci- sément une date aux négociations portant sur la question des salaires, la réduction des horaires de travail et la grille des classi- fications. Ces négocia- tions devaient avoir lieu le 27 avril, les travail- leurs réclament qu'elles se tiennent avant.

LUTTES OUVRIERES



suite de la une

LES TRAVAILLEURS DANS L'USINE CE WEEK-END

Cette manifestation fut au centre de la journée. Parce qu'elle était plus qu'un défilé, aussi traditionnel soit-il (manifestation silencieuse avec une seule banderole de l'inter-syndicale), c'était la première fois depuis lundi que les «Lip» se manifestaient ouvertement, reprenaient franchement leur place dans la lutte pour l'emploi. Et pourtant, on avait bien failli écoper d'une nouvelle initiative à la Tartuffe venant de la CGC des cadres qui aurait «souhaité que pour continuer de donner la certitude qu'on travaille à Lip, on manifeste à l'heure de la sortie». Mais le rapprochement des échéances judiciaires pesait sur les décisions, et contribuait un peu à bousculer les séquelles de l'attentisme, à ouvrir les yeux sur la nécessité d'une lutte d'ampleur. En assemblée générale, il faut dire que le rapport des commissions de la veille et les interventions poussaient dans le sens d'une nouvelle vigueur des «Lip» pour sauvegarder l'emploi. «On essaye encore de nous piéger», disait Roland Vittot, mais nous ne porterons pas le chapeau; une phase de lutte et de popularisation a commencé». Et Piaget reconnaissait que beaucoup souhaitaient «agir pour quelque chose qui vaille la peine maintenant».

Tout au cours de la journée, les hésitations se levaient : Michel, un des responsables de la popu-

larisation, appuyait cela en déclarant que : «Il faudrait être beaucoup plus fort lundi, car maintenant c'est net, la direction est déconsidérée. On peut y aller !» Et c'est vrai, qu'un des obstacles à la lutte apparaît désormais bien clairement au terme de

au hasard des marchés. C'est l'ouvrier qui est pour nous et c'est à lui qu'il faut s'adresser». Et au fur et à mesure que s'ébranlait la manifestation de près d'un millier de personnes (les «Lip» et quelques délégations de soutien), les choses s'éclairaient : sur les

pour que comme en 73, vous gagniez la bataille de l'emploi». Certains suivront la manifestation et viendront en délégation à la préfecture, dans la foule des «Lip», protester contre les licenciements qui frappent aussi en ce moment l'hôpital de Be-

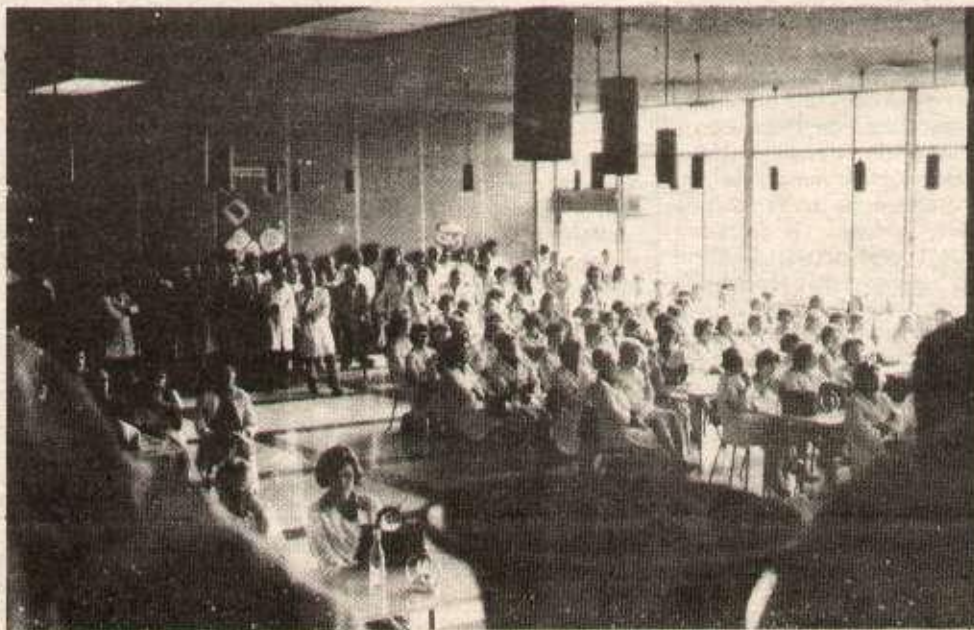
de horlogère» qu'ils exigent des pouvoirs publics, certains travailleurs faisaient remarquer qu'ils se battaient «pour l'emploi et pas pour la montre à quartz». «Ce qui compte, c'est les «Lip» plus encore que Lip».

En fin de compte, l'important n'aura pas été la brève entrevue arrachée au secrétaire général de la préfecture (qui déclara que dès qu'il y aurait des paiements, il préviendrait, mais que pour le moment, le dossier était à Paris), mais la confiance naissante chez les «Lip» qu'ils pouvaient agir et qu'il le fallait.

Ce week-end, c'est l'at-

tente du règlement judiciaire ou... d'une arrivée policière... ou les deux.

L'échéance du 10 avril est arrivée : les fournisseurs seront-ils payés ? Et restera-t-il alors de quoi faire la paye d'avril à la fin du mois ? Ce sont encore ces points techniques et tactiques qui retiendront de lancer avant lundi des initiatives d'ampleur. Samedi et dimanche, en dehors d'une intense popularisation sur les marchés, les quartiers... il y aura pourtant des «Lip» à Palente, à discuter, à se préparer à rentrer à fond cette fois, dans la lutte. C'est dans ces groupes de discussion qu'on s'unifiera alors.



cette semaine : une bonne partie des «Lip» ont eu peur de Besançon pendant les premiers jours. Piaget constatant «cette crainte d'affronter l'opinion publique», devait rappeler hier d'où venait la solidarité, de qui on pouvait l'attendre : «des sections syndicales, des ouvriers... des ouvriers en lutte». «A quoi ça rime, disait Marcel, un ancien du comité d'action, de se baser sur le point de vue des crémières, des gens qu'on rencontre

trottoirs, on prenait les tracts, souriait, donnait des encouragements... Des retraités de Lip étaient venus dire leur confiance dans les «Lip» d'aujourd'hui et s'intégraient à la manifestation, dans la joie de se retrouver pour une même cause. Et surtout, devant l'hôpital en grève, des hospitaliers accueillirent les «Lip» sous les applaudissements : «Nous qui luttons aussi contre les licenciements aujourd'hui, nous sommes avec vous,

sançon.

Devant la préfecture, en attendant que les portes s'ouvrent sur les «Lip», on discute ferme. Des ouvriers déclarent être venus manifester : «pour montrer qu'on n'a pas peur, montrer que ce n'est pas parce qu'on était dans nos ateliers cette semaine qu'on n'est pas prêt à se battre jusqu'au bout pour l'emploi». Et lorsque Lannes (CGT) et Piaget (CFDT) parlèrent de la «table ron-

LE SOUTIEN S'ÉLARGIT

Les «Lip» ont reçu de nouveaux télégrammes de soutien de toute la France : CFDT de l'Agence pour l'Emploi des Hauts-de-Seine, des travailleurs de chez Gambin à Annemasse, de Griffet à Marseille, les communaux de Cannes, des travailleurs de Manuest, l'assemblée des étudiants de Villeteuse et un communiqué de la section CFDT-SOFRES rédigé comme suit : «La section syndicale de la SEMA et de la SOFRES,

assurent le personnel de Lip de leur soutien devant cette nouvelle agression d'un patronat qui ne peut pas supporter que les travailleurs contestent le droit de vie ou de mort que s'attribuent les puissances d'argent sur ceux qui les font vivre».

Les travailleurs de Lip appellent les autres travailleurs de France en lutte à les joindre afin de se concerter pour une même bataille pour l'emploi.

POLITIQUE

LE PS : «Nous sommes les meilleurs défenseurs de l'ordre public»

Les dirigeants du PS ont fait hier assaut de déclarations pour prouver qu'ils étaient les plus capables de maintenir l'ordre en France.

«Nous sommes les meilleurs défenseurs de l'ordre public» a dit Mauroy à RTL, les meilleurs défenseurs de la «sécurité des Français».

Mitterrand à France Inter avait déclaré peu avant «Les dirigeants de la gauche devraient montrer beaucoup de sagesse pour comprendre qu'il ne faut pas installer le pays dans une crise permanente». C'est une manière nette de donner des garan-

ties sur la volonté de la gauche de s'opposer aux luttes si elle accède au pouvoir à la faveur des élections législatives de 1978. En même temps, c'est un avertissement clair lancé en direction du PCF pour qu'il n'espère pas pouvoir se servir du mouvement de masse afin de peser sur la politique du nouveau gouvernement.

Le secrétaire du PS a par ailleurs tenu à répondre aux assertions de Poniatowski selon lesquelles le PS serait révolutionnaire. Rassurez-

vous, a dit Mitterrand aux bourgeois «Ce n'est pas d'un changement radical de société qu'il s'agit.

D'ailleurs on ne remettra pas en cause l'économie de marché» et, même, on accroîtra «la liberté d'entreprendre», c'est-à-dire, la liberté d'exploiter les ouvriers.

Voilà des garanties qui plairont aux patrons. Et qui démasquent un peu mieux l'union de la gauche, toute préoccupée de «sagesse», au moment où partout monte l'aspiration à en finir

Quand Giscard reçoit les députés UDR

A la suite de la réunion de leur bureau exécutif, Giscard a reçu les députés de l'UDR. Il aurait, selon Labbé, président du groupe parlementaire, loué le «caractère social et populaire» de l'UDR, ce qui montre bien la conception du peuple qu'a le président !

Le chef de l'Etat, pour se gagner les faveurs de l'UDR, a pris, selon les journalistes aux ordres, un «ton gaullien». Il a invoqué les mânes de de Gaulle dont il a dit qu'il n'était «ni conformiste, ni conservateur». Manière d'introduire un rappel à l'ordre vis-à-vis des députés UDR ordinairement réticents aux pourtants maigres réformes giscardiennes.

«Les réformes se feront», a-t-il dit et, les députés «doivent les voter et les soutenir». A bon entendeur, salut.

On doute cependant que le fait d'élever le ton, de promettre qu'il veut «défendre les institutions» aura suffi à Giscard à apaiser ou à reprendre en main cette partie de la majorité.

• Neuf détenus de la prison d'Evreux incarcérés dans le quartier de haute surveillance ont commencé une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention.

• C'est le 14 avril qu'aura lieu une journée d'action des travailleurs de la Météo. Ils entendent ainsi s'opposer au transfert des services météo à Toulouse, transfert qui obligerait des centaines de familles à s'expatrier.

en bref...

EUROPE

Lardinois, président de la commission de Bruxelles vient d'annoncer sa démission, à cause de l'échec de la politique agricole. Il avait l'embarras du choix pour chercher des échecs européens pour justifier son départ...

L'ASSASSIN DE
MICHEL BOYE

L'auteur du coup qui a tué l'agriculteur Michel Boyé à Epinal aurait été identifié. Il s'agirait d'un gardien du commissariat d'Epinal. Sera-t-il, comme celui qui a tiré sur Richard Deshayes, excusé et même promu ?

INTERNATIONAL

PÉKIN : UN MILLION DANS LA RUE POUR ACCLAMER LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

SUITE
DE LA PAGE 1

A Pékin, c'est plus d'un million de personnes qui ont manifesté : ouvriers, étudiants, cadres, soldats de l'armée populaire de libération. Les mineurs de la région avaient parcouru cent kilomètres pour participer au défilé. Les membres des communes populaires de la banlieue, après le travail au champ, arrivaient en grappes sur des camions. On remarquait particulièrement les ouvriers des milices populaires qui, la nuit précédente, gardaient encore la grande centrale de Pékin, et sont revenus à cette occasion de leurs usines.

Tout ce peuple disait d'une seule voix son attachement au socialisme, à la dictature du prolétariat, au parti communiste et à son dirigeant, Mao Tsé Toung. Il proclamait sa résolution de poursuivre la lutte engagée contre le déviationnisme de droite, pour la défense des acquis de la révolution culturelle, lutte qui a connu ces

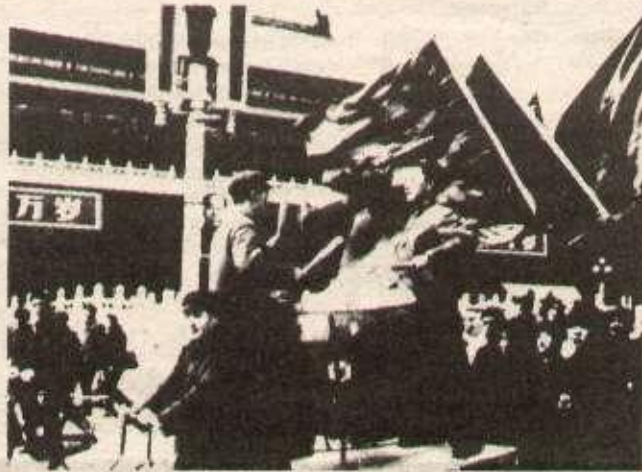
derniers jours une grande acuité, avec les provocations de lundi. Manifestation de soutien aux décisions du Comité Central, c'était dans son fond, une manifestation de la volonté prolétarienne.

Ce n'est pas seulement à Pékin, mais dans toute la Chine, que la mobilisation des masses populaires s'est concrétisée. Par de grandes manifestations,

également, à Changhaï et à Tientsin, deux grandes cités ouvrières. A Tating, le centre de production pétrolière où les travailleurs ont inauguré un fonctionnement prolétarien qui sert d'exemple à toute la Chine, des milliers d'affiches en gros caractères ont été faites et collées pour cette occasion. A Tatchai, la commune populaire prise pour modèle de développement

socialiste, les paysans se sont réunis pour acclamer la victoire remportée par le peuple. Dans toutes les provinces, dans les régions frontalières où le peuple chinois veille face aux appétits de l'URSS, dans les monts Tsing-kang, d'où est partie l'étincelle qui a allumé la guerre populaire de libération chinoise, à Yen-an, haut-lieu de la révolution après la Longue Marche, ouvriers paysans, soldats, jeunes venus des villes pour s'installer à la campagne, ont approuvé par des motions, des réunions, des manifestations, les récentes décisions du Comité Central.

Cette rapidité de la réaction populaire n'a pas de quoi surprendre : partout, le peuple chinois, attentif aux nouvelles de la lutte des classes dans son pays et dans le monde, était à l'écoute de la radio. Mais surtout, depuis des semaines, comme des camarades étrangers nous en ont récemment donné le témoignage, la Chine toute entière est engagée dans une nouvelle lutte de grande ampleur : le bilan des acquis de la Révolution Culturelle est tiré dans les usines, les campagnes, les universités de type nouveau. La critique des masses est portée contre les tentatives pour les remettre en cause, pour faire revenir en arrière le pays engagé dans la voie du socialisme. C'est cette conscience de classe, déjà forgée dans les grandes luttes politiques précédentes, dans la Révolution Culturelle, dans la critique de Lin Piao et Confucius, qui s'est exprimée hier. C'est elle qui continuera à guider le peuple chinois dans la poursuite de la lutte contre le déviationnisme de droite.



TOUS D'ACCORD !

Pour «France-Soir», qui titre «révolution de palais permanente en Chine», la politique chinoise, ce sont «des hommes qui se disputent le pouvoir, loin des masses qu'ils lancent dans les rues». «L'Humanité» naturellement préfère à l'information de l'Agence Chine Nouvelle, décrivant «une atmosphère, enthousiaste», le point de vue de l'agence américaine UPI, qui «n'est pas de cet avis». Et «Libération» d'abonder dans le même sens : «Les centaines de milliers de Chinois manifestants hier venaient fort à propos apporter l'appui des masses à l'épilogue d'une lutte dont il apparaît qu'ils ont été le plus souvent absents».

Voici quelques jours, une

poignée de fauteurs de troubles, coupés des masses présentes, sèment le désordre sur la place Tien An Men. Ce jour-là, personne ne mettait en doute leur «spontanéité» : c'étaient autant de héros. Que ce soient les milices populaires qui les aient écrasés, personne, dans ces journaux, n'y a porté grande attention : cela serait revenu à souligner qu'en Chine socialiste, les masses disposent de leur propre organisation armée, qui fait respecter le pouvoir de la classe ouvrière.

Aujourd'hui que le peuple organisé fête sa victoire, on cherche à le rabaisser en le présentant comme étranger au processus en cours. Mais ces professeurs en sponta-

néité peuvent-ils citer, à l'ouest ou du côté soviétique, l'exemple d'un pays où, comme en Chine, les grandes luttes politiques font l'objet d'un débat général, systématique dans les masses, où cadres et dirigeants sont soumis en permanence à leur critique ?

Assurément, les masses populaires de Pékin, qui manifestaient jeudi, étaient organisées : depuis la Révolution Culturelle, le Parti Communiste Chinois a fait des progrès assez importants pour que son rôle dans la mobilisation populaire s'affirme bien plus nettement. Ce qui ne veut pas dire, au contraire, que celle-ci soit moins importante.

COMORES : NOUVEAU REFERENDUM A MAYOTTE

Demain le gouvernement français organise un nouveau référendum à Mayotte. Après l'indépendance des Comores en juillet 1975, le gouvernement français avait replié ses troupes sur l'île de Mayotte, l'une des îles des Comores.

Avec l'aide du «Mouvement Mahorais», organisation mise sur pied par un député UDR, qui réclamait le statut de département d'Outre-Mer, il a organisé la séparation de l'île du reste du territoire et organisé en janvier un référendum, par lequel, à la suite des expulsions, de la terreur et de la fraude, 90 % des votants s'étaient exprimés pour le maintien de l'île sous domination de la France.

Aujourd'hui, le nouveau référendum doit définir le futur statut de l'île. Le

«Mouvement Mahorais» n'est pas satisfait de la formulation de la question : «Souhaitez-vous que Mayotte conserve ou abandonne le territoire d'Outre-Mer». C'est pourquoi il se propose de bourrer les urnes dans certains villages avec des bulletins imprimés spécialement réclamant le statut de département. Dans d'autres villages, les urnes seront bourrées avec des bulletins demandant l'abandon du statut de TOM.

ARGENTINE

Le gouvernement a décidé de privatiser certaines entreprises nationalisées et de stopper tout contrôle des prix, c'est-à-dire en fait une hausse brutale des prix.

SAHARA

Un journal des Canaries annonce que 70 soldats marocains ont été tués et 249 blessés au cours de l'attaque lancée contre Smara. Ce qui porterait à 270 le nombre des tués depuis le 26 février, date du «départ définitif» de l'Espagne.

LAOS

Le gouvernement lao dénonce les agissements de la CIA à la suite d'attentats à la

bombe et à la grenade. Plusieurs prisonniers ont reconnu être venus de Thaïlande et avoir été financés par les réactionnaires lao, réfugiés en Thaïlande et des militaires thai appuyés par la CIA.

LIBAN

Selon certaines informations, des incidents ont eu lieu entre la Saïka, d'un côté et le Fath, de l'autre.

ANGLETERRE : LE NOUVEAU GOUVERNEMENT EST NOMME

Callaghan a nommé son gouvernement. Le chef de la gauche du parti travailliste se voit attribuer le poste de chef du Parlement. Il devient ainsi le deuxième responsable après Callaghan.

Autre remaniement qui suscite de nombreux commentaires : la nomination de Crosland aux affaires étrangères. La politique de Callaghan à l'égard de l'Europe va se poursuivre par cet intermédiaire, peu enthousiaste pour l'Europe unie...

Palestine Occupée

VASTE RIPOSTE CONTRE L'OCCUPANT SIONISTE

Alors que les forces d'occupation accentuent la répression et multiplient les arrestations, les Palestiniens manifestent avec force leur opposition à la colonisation de leur terre. A plusieurs reprises, les forces de répression ont été attaquées et des véhicules de l'armée lapidés.

A Naplouse, une importante manifestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes, à l'université de Bar Ilan, les étudiants ont commémoré l'anniversaire du massacre de Deir Yassin, et se sont recueillis sur les tombes des six Palestiniens tués par les forces d'occupation à l'occasion de la grande mobilisation pour la journée de la terre. Les détenus arabes dans les prisons sionistes ont commencé une grève générale.

Les forces sionistes répriment sauvagement, tentant d'endiguer la mobilisation de masse palestinienne. A Nazareth, un lycée a été fermé, à Jérusalem et à Tel Aviv, la troupe sème la terreur, fouillant les maisons et arrêtant les habitants. A proximité d'El Quods (Jérusalem), un village a été entièrement rasé. De leur côté, les colons

sionistes en Cisjordanie ont organisé une «contre-manifestation» pour riposter à la Journée de la Terre, et affirmer leur volonté de colonisation.

Les combattants palestiniens ont attaqué plusieurs points en plein cœur d'Israël. Ainsi, à trois jours d'intervalle, deux opérations ont été menées avec succès contre la gare routière de Tel Aviv. Plusieurs Israéliens ont été blessés. A Jérusalem, des roquettes ont été tirées contre des bâtiments abritant les services secrets israéliens. Dans son bilan de mars, l'agence Wafa indique que 26 opérations ont été lancées avec succès contre des objectifs sionistes. Cinq usines d'équipement militaire ont été détruites à Tel Aviv. De nombreux convois militaires, allant réprimer les manifestations des masses palestiniennes ont été détruits sur la rive occidentale du Jourdain.

Ainsi, les masses palestiniennes, au travers de toutes leurs actions, affirment avec force leur volonté de ne pas plier devant l'occupant sioniste.

PAYS BASQUE

A l'heure où certains spéculent encore sur la «libéralisation» de Juan Carlos, des centaines de prisonniers sont toujours dans les geôles fascistes, condamnés parfois à 20 et 30 ans de prison sans parler des nouvelles arrestations qui se succèdent. Parmi ces militants anti-fascistes, 29 se sont évadés lundi dernier de la prison de Segovia, en utilisant semble-t-il le réseau d'égoûts de la ville ; il s'agit presque uniquement de militants d'ETA.

A l'heure actuelle, 4 détenus auraient réussi à gagner l'étranger. Il faut dès maintenant se mobiliser pour que ces militants antifascistes aient droit d'asile dans notre pays si besoin est, et pour que la vie de ceux qui ont été repris - l'un a été abattu par la police - ne soit pas mise en danger.

L'industriel Berazadi, dont l'enlèvement avait été revendiqué par l'ETA, a été retrouvé exécuté.

Le ministre de l'intérieur, Fraga Iribarne, en a pris prétexte pour déclarer : «Puisque les terroristes veulent la guerre, qu'ils sachent qu'ils l'auront». La semaine dernière, c'était déjà cinquante militants qui étaient arrêtés au Pays Basque, au sud de la frontière. Et depuis trois jours, vingt personnes ont été arrêtées au nord et treize assignées à résidence à l'île d'Yeu par les services de Poniatowski ; la coopération se développe dans la répression.

PORTUGAL

Spinola a été expulsé de Suisse, à la suite des révélations d'un périodique allemand qui affirmait qu'il recherchait des armes pour tenter un coup de force. Le premier ministre Azevedo aurait déclaré qu'une telle tentative n'était pas impossible mais que Spinola n'avait aucune chance, qu'il était «mort politiquement». En tout cas un cadavre politique bien utile dans les campagnes électorales en cours.

MARTINIQUE

La grève est totale chez les ouvriers du bâtiment depuis une semaine. Les employés du service des eaux sont également en grève, la poste à Fort-de-France est paralysée. Depuis plusieurs semaines les grèves se succèdent : grève des usines de travail de l'ananas, et grèves des agents hospitaliers notamment.

INTERNATIONAL

ITALIE

Grèves et manifestations

LE GOUVERNEMENT EN CRISE

Après la grève des métallurgistes, un million et demi d'ouvriers du bâtiment ont arrêté le travail. Qu'il s'agisse des uns ou des autres, les revendications sont les mêmes : pour une hausse des salaires, contre les licenciements.

Les luttes ouvrières sont la cause essentielle de la décomposition du gouvernement chrétien-démocrate. Par ailleurs, en riposte à l'assassinat d'un lycéen par les gardiens du ministère de la justice, une manifestation de plusieurs milliers de personnes s'est organisée. Le siège de la démocratie-chrétienne a été attaqué au cocktail molotov. Un commissariat de police de la place Farnèse au centre de Rome, a également été attaqué.

Tandis que se dessine une nouvelle crise gouvernementale, les grèves et les manifestations montrent que la nature de cette crise est très profonde : c'est tout le pouvoir de la bourgeoisie italienne qui est en crise. Et le P.C.I., dans cette situation, met en avant «le compromis historique», la grande alliance, qui doit permettre, selon lui, le sauvetage de la bourgeoisie italienne.

Y aura-t-il des élections anticipées en Italie ? Le tout nouveau gouvernement démocrate chrétien voit déjà ses jours mis en danger, à la suite du vote réduisant la législation de l'avortement aux cas cliniques, grâce à l'appui du M.S.I.

Le parti socialiste qui avait laissé se mettre en place le gouvernement de Aldo Moro, avait rencontré le P.C.I. pour lui proposer de faire une démarche commune deman-

dant la dissolution du parlement. Le P.C.I. n'avait pas répondu à cette demande et lançait un vif appel à toutes les forces démocratiques et populaires pour qu'on arrive à un accord politique valable jusqu'à la fin normale de la législature. Cela revenait à offrir à la démocratie chrétienne un soutien, même sans participation au gouvernement, préférable pour le P.C.I. à des élections anticipées. La démocratie chrétienne a rejeté l'offre du P.C.I.

ce qui laisse prévoir une nouvelle crise gouvernementale, pouvant conduire à des élections anticipées.

Cette éventualité ne fait pas l'affaire du P.C.I., qui poursuit le laminage de la démocratie chrétienne dans les municipalités et les provinces avant de se lancer à la conquête du gouvernement. De plus, il ne veut pas avoir

TENTATIVES POUR REDUIRE LES SALAIRES

Cette nouvelle crise gouvernementale a pour arrière fond l'incapacité de la démocratie-chrétienne à faire face à la profonde crise économique qui sévit en Italie. Le gouvernement a fait appel à un économiste bourgeois réputé, Ugo de la Malfa, pour trouver une solution. Sa proposition essentielle est une réduction des salaires. Mais ce M. Eco-



à porter directement le chapeau d'une politique anti-populaire. Il préfère pour l'instant que la démocratie chrétienne reste seule au gouvernement et endosse seule les mesures d'austérité.

nomie s'il étend ses consultations à tous les partis, et s'il rencontre les syndicats, ne peut à lui seul imposer une politique, il ne peut que dégager un consensus des différents partis.

LE PCI FAIT DES AVANCES A LA DEMOCRATIE CHRETIENNE... ELLE REFUSE

Comme La Malfa, le P.C.I. recherche un consensus des partis pour mettre en œuvre son plan de sauvetage de l'économie italienne. Son programme pour faire face à la crise économique comporte d'abord la relance des exportations, fondée sur la reprise de la productivité, le freinage de la hausse des salaires et la reconversion de l'appareil de production. Comme pour Ugo de la Malfa, c'est la classe ouvrière qui fait d'abord les frais du plan révisionniste.

Les propositions du P.C.I. constituent un plan d'ensemble pour résoudre les difficultés de la bourgeoisie italienne, celle-ci commence à dire de plus en plus ouvertement que rien n'est possible «sans le concours du P.C.I. qui contrôle une grande partie du mouvement ouvrier». (voir encart)

La démocratie chrétienne dont les hésitations à engager des discussions avec le P.C.I. avaient dominé le congrès tenu récemment, se voit chaque jour la main forcée par les initiatives du P.C.I. Celui-ci met à profit aussi bien les difficultés gouvernementales que la gravité de la situation économique pour se présenter comme le dernier recours possible de la bourgeoisie, et pour arguer la démocratie chrétienne à composer avec lui, et à

LE PCI VU PAR LA BOURGEOISIE

Dans un appel à la Démocratie Chrétienne, le journal réactionnaire «Corriere della Sera» définit ainsi le rôle du P.C.I. :

«Le premier problème est le rapport avec les communistes : il est impossible désormais, de l'affronter en termes purement politiques. Le point de départ est la situation sociale. S'il est vrai que nous sommes au début d'une crise cyclique, qui implique une réduction de la qualité de la vie, et par conséquent des sacrifices de chaque «couche» sociale, il est clair que la classe ouvrière devra concourir au «sauvetage» du pays, acceptant le maintien des salaires nominaux et la chute des salaires réels, l'augmentation de la productivité, la lutte contre l'absentéisme. Il n'est cependant pas aisé d'obtenir une pareille disponibilité dans les masses, dans n'importe quel pays du monde : mais, il est impensable de l'obtenir en Italie, sans le concours du Parti Communiste qui contrôle une grande partie du mouvement ouvrier».

accepter le «compromis historique» comme seule et unique solution.

G. CARRAT

CINEMA

"L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM"

Un film de V. SCHÖNDORF

Le film de Schöndorf est d'abord un film sur la répression policière dans l'Allemagne du «socialiste» H. Schmidt. Et quand on sait que ce pays est le modèle dont voudrait s'inspirer Giscard, il y a de quoi vous donner froid dans le dos. Pour K. Blum, cela se présente comme un cauchemar.

Pour avoir eu le malheur d'inviter (sans le savoir) un jeune déserteur surveillé par la police, Katharina est interrogée, soumise aux vexations et aux humiliations. Et pourtant, jeune fille d'origine modeste, rangée (ses amis la surnomment la «bonne sœur»), domestique chez un avocat d'affaires, Katharina n'a rien d'une «révolutionnaire», d'une «anarchiste». Son seul crime est d'être une femme du peuple, désarmée devant les questions des policiers, leurs ruses. Ceux-ci ne sont d'ailleurs ni brutaux, ni sadiques, mais au contraire des hommes respectables, consciencieux, qui savent se montrer humains ; l'un d'eux insiste pour que Katharina prenne le petit déjeuner avec eux ; l'auxiliaire féminine s'apitoie sur le sort de l'héroïne. Ils n'en sont que plus dangereux. Car ce que montre avec précision le film, c'est l'omniprésence de cette police : filatures, utilisation massive d'indicateurs, écoute téléphonique, appel (par haut-parleur) à la population pour collaborer avec elle,

etc... Les couleurs froides du film - le gris et le bleu sont dominants - son montage



sans temps morts, le choix de décors oppressants, accentuent le caractère inhumain de cette société.

LE RÔLE DE LA PRESSE

Mais il n'y a pas que la police qui persécute Kathari-

na. Le film est aussi une dénonciation féroce du rôle de la presse à sensation allemande (le trust «Springer») dans le «dressage» de l'opinion publique allemande. Fouillant dans la vie privée de l'héroïne, déformant les faits, le journaliste qui incarne cette presse va même jusqu'à interroger sa mère sur son lit

ment ignoble. Et le discours que prononce le directeur de son journal pourri, le jour de son enterrement, nous rappelle singulièrement certaines déclarations d'Amaury, ce farouche défenseur de la «liberté» de la presse.

DE L'HUMILIATION A LA REVOLTE

Les coups de feu tirés par Katharina marquent sa prise de conscience : par ce geste, elle entre en révolte contre cette société qui l'a brisée et humiliée, qui s'en prend aux gens du peuple et laisse tranquille un ancien nazi comme son oncle, le seul personnage à n'avoir pas été inquiété dans l'affaire. Le film s'arrête à cette prise de conscience. C'est là une limite importante, puisque cette révolte, comme celle du jeune «gauchiste» que Katharina a hébergé, reste encore individuelle et floue. Il ne suffit pas de montrer les méfaits de la police et de la presse, encore faudrait-il expliquer comment on en est arrivé là en Allemagne. Car ce n'est pas la révolte individuelle, anarchique et brouillonne, qui mettra fin à ce régime de terreur et d'oppression, mais la lutte des masses populaires.

J.-P. Boulogne

«POLICE PYTHON 357»

Un tape à l'œil ennuyeux

Sans aucun doute, Police Python mérite le «César» du scénario le plus compliqué de l'année. Prenez un commissaire divisionnaire marié à une épouse impotente, héritière d'une riche famille de la région d'Orléans ; prenez également une jeune fille mystérieuse, ex-droguée, ex-prostituée, maîtresse du personnage précédent ; prenez un jeune inspecteur fana du revolver, qui tombe amoureux de la jeune fille citée plus haut... A votre avis qu'est-ce que cela peut bien donner ? Le commissaire assassine par jalousie sa maîtresse et fait porter les soupçons sur son collègue... lequel, après une série d'aventures rocambolesques finit par démasquer le coupable, et triompher, non sans avoir réglé leur compte au passage à une bande de malfaiteurs qui attaquaient un super-marché. Moralité (selon l'auteur) : la police, c'est comme partout, il y a du bon et du mauvais, et tant qu'il y aura des bons flics comme Y. Montand pour démasquer les vilains corrompus, tout ira bien !

La complexité de ce scénario

vous déroute ? Ne vous inquiétez pas : l'auteur n'hésite pas à nous expliquer longuement les moindres détours de l'intrigue, s'apaisant lourdement sur les «états d'âme» de ses héros, sur fond de coucher de soleil et de musique tapageuse.

Quant à la «critique sociale de la bourgeoisie provinciale» dont la grande presse et ses critiques ont parlé à propos de ce film il faut vraiment mettre beaucoup d'imagination pour la découvrir. A moins que l'on appelle critique «sociale» le fait de montrer un commissaire entretenir somptueusement sa maîtresse. Bref tout ceci sent le déjà vu, le tape à l'œil, le pire cinéma commercial prétentieux. Même les scènes d'action, pourtant fort rares malgré une affiche racoleuse, paraissent ennuyeuses. Le seul intérêt du film est de montrer, avec force détails, aux amateurs d'armes à feu, comment on démonte, remonte, nettoie, utilise, un pistolet nommé «Police Python 357». C'est vraiment peu.

J.P. BOULOGNE

LUTTES OUVRIERES

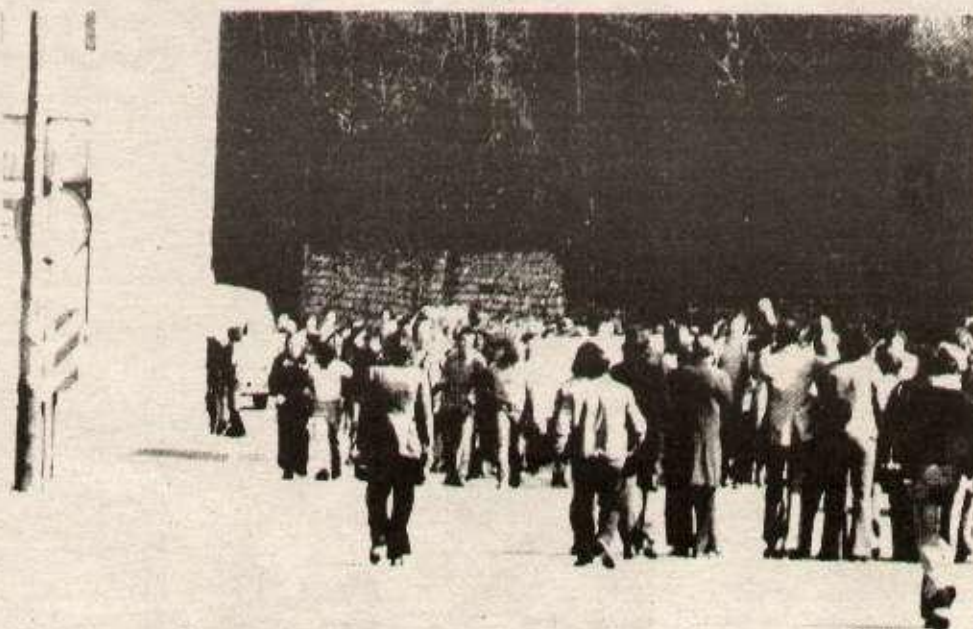
CYCLES PEUGEOT -Beaulieu Mandeure-
APRES LA REPRISE, PREMIER BILAN

Julien LEBLOND

Quatre semaines de grève. Quatre semaines pendant lesquelles les travailleurs des Cycles ont dû affronter un patronat intransigeant, solidement épaulé par une cohorte de cadres, ETAM, huissiers, milices, police municipale, CRS, tout ce beau monde aux ordres de la direction du «Holding» qui proclamait dans sa propagande : «Nous avons l'habitude de ce genre de conflit, nous saurons y faire face».

Pour ce faire, tous les moyens sont bons : l'agression, quatre fois de suite, contre les travailleurs en grève et la mise en place, une fois l'usine investie par ses hommes, de «piquets de travail» ; les charettes de licenciements, 45 au total... L'autre face de la politique de Peugeot, quand il s'agit de «casser» les conflits étant de jouer à fond la division : «Dans le souci de ne pas priver de travail, les 32 000 travailleurs de Sochaux...», comme le disait elle-même la direction, elle s'est pressée de faire produire à Sochaux même les pièces qui manquaient à la fabrication des automobiles. Sans compter le précieux appui que représente «l'Est Républicain» quand il s'agit de citer abondamment les communiqués patronaux en faisant silence sur le reste. Combien de fois a-t-on pu

vallée du Doubs n'ont pas manqué de venir les soutenir : «On n'oubliera pas de sitôt le jour où les gars de Valentigney (Aciers et Outillage) sont venus ici après que les CRS soient rentrés dans l'usine», nous disait une femme de gréviste, «c'était le mercredi 28, les gars de Valentigney sont arrivés avec, en guise de banderole, un bout de carton sur lequel ils avaient écrit à la hâte : «Beaulieu-AOP, solidarité contre les CRS». Pendant un quart d'heure, le cortège de Beaulieu et celui de Valentigney se sont tenus face à face à cent mètres de distance en criant leurs slogans. Cette solidarité là, ça faisait chaud au cœur, tout le monde avait la gorge serrée d'émotion... Puis on a couru les uns au devant des autres, les jeunes s'embrassaient, les femmes pleuraient et disaient : merci, merci...»



Valentigney-Beaulieu : la jonction des cortèges dans l'enthousiasme.

Peugeot n'a pas perdu de temps. A peine le travail a-t-il repris que 36 mises à pied de cinq jours ont été distribuées et que les lettres de licenciement ont été envoyées à neuf délégués du personnel. La valse des mutations a commencé. Mardi donc, à 15 h, à l'appel des syndicats, 3000 travailleurs débrayèrent pour assister à un meeting à la portière du «35». «Ils sont regonflés les gars», confiait un travailleur de la SMA qui s'était joint au cortège qui se rendait devant les grands bureaux. Cortège militant, scandant avec force : «Non aux licenciements !», «Réintégration des licenciés !». Les révisionnistes qui dirigent la CGT (dont pourtant six d'entre eux sont licenciés) riaient jaune. 3000 travailleurs dehors, ils ne s'y attendaient guère. La seule perspective qu'ils furent en mesure d'offrir, c'était que tout le monde rentre dans les ateliers pendant qu'une délégation irait à la sous-préfecture de Montbéliard. Les travailleurs ne l'entendaient pas de cette oreille : «Quel gâchis ! A ce petit jeu, dans deux jours, tu n'auras plus personne. Faudrait pas prendre les gens pour des marionnettes !»

les 300 F d'augmentation en 150 F, sans même en rendre compte aux travailleurs ?

Ces questions-là, elles commencent à nourrir les réflexions de tous ces travailleurs qui ont été aux avant-postes de la lutte : «Au début de la lutte, explique un travailleur, c'était dans la période des élections cantonales, les

gars du PC collaient des affiches partout, ils n'arrêtaient pas de dire : «allez-y les gars, foncez» et puis quand les élections ont été finies, ils ont été moins chauds pour l'occupation. Dans les tracts, par exemple, ils incendient Maigrat, «le gauchiste de service», mais il n'est pas question un moment d'engager l'action à Sochaux. Pire encore : à Montbéliard,

quand on a dit : «on va à Sochaux», les gars du PC ont dit «Non, ça c'est le boulot des délégués là-bas». Cela n'a pas empêché qu'on y a été quand même !

Sur nombre de questions concernant l'élargissement de la lutte, sur leurs pratiques anti-démocratiques et démobilisatrices dans les prises de décisions, les révisionnistes ont déjà eu à rendre des comptes. Mais, arguant du fait que six d'entre eux sont licenciés, il leur sera facile, comme ils ne manquent pas déjà de le faire, de se présenter en martyrs : «c'est nous les plus attaqués, donc c'est nous les plus dangereux», masquant ainsi leur véritable nature de défenseurs du «programme commun», prêts à prendre appui sur nos luttes, pour prendre en mains les affaires de la bourgeoisie. C'est à ce niveau qu'il faut porter le débat : dresser le bilan de l'échec de la lutte aujourd'hui, c'est aussi envisager les moyens, pour les travailleurs de prendre en mains les luttes à venir.



Bloquage de la voiture du directeur.

lire de la grève de Beaulieu qu'elle était l'œuvre d'une «poignée de minoritaires et d'irresponsables» ?

QUESTIONS APRES
LA REPRISE...

Or, lundi dernier, le travail a repris après que Peugeot ait amorcé un léger recul sur les licenciements. Mais il n'a rien, strictement rien cédé sur l'augmentation de 300 F ni sur l'indemnisation des heures chômées. Les questions que l'on se posera tout naturellement, ce sont : pourquoi cette reprise alors que tant de faits viennent témoigner de l'enthousiasme et de l'ardeur combative dont n'ont cessé de faire preuve les travailleurs des Cycles ? Que reste-t-il de cette volonté de lutte aujourd'hui ? On pourra mieux entrevoir la réponse à ces questions en rendant compte du débrayage massif, mardi dernier dans l'après-midi, au lendemain de la reprise.

LA CONCEPTION
REVISIONNISTE DE
L'ELARGISSEMENT
DES LUTTES

On comprend mieux, à la vue d'un tel meeting, comment les travailleurs ont été progressivement acculés à cesser leur mouvement de grève à coup d'arguments du genre : «Au bout de quatre semaines, ce n'est pas être responsable que d'attendre... et de constater qu'il n'y a plus assez de monde. Il y a une réalité, celle des gens qui viennent nous dire, les larmes aux yeux : je dois reprendre le travail».

Mais qui donc s'est opposé de toutes ses forces à ce que la lutte s'étende au holding ? Qui s'est refusé à prendre au sérieux le soutien financier ? Qui donc, au mépris de la démocratie la plus élémentaire, a transformé

CHAMPIGNY
LE 9 AVRIL 1976
COMMUNIQUE DE PRESSE
DU COMITE DE SOUTIEN
AUX RESIDENTS
EN GREVE
DU FOYER
DE CHAMPIGNY

A Champigny, le foyer Sonacotra, 79 - rue du monument (380 résidents de 10 nationalités différentes), est en grève depuis le 1^{er} mars, rejoignant en cela le mouvement déclenché il y a 14 mois, et qui regroupe aujourd'hui 50 foyers dans toute la France, autour d'une plate-forme de revendications sur les loyers et les conditions de vie (règlement intérieur). La seule réponse de la Sonacotra, c'est la police : le 7 avril à 2 heures du matin, 15 cars de flics cernaient le foyer de Champigny.

La police, avec le gérant, entre dans les chambres, et arrête des délégués du comité de résidents. D'eux d'entre eux sont emmenés et depuis on ne sait pas où ils se trouvent. Il s'agit de Ben AMAR (Algérien) et de José FERREIRA (Portugais).

Un troisième délégué a été relâché après un «contrôle». La police a fouillé la chambre du 4^{ème} délégué qui était absent à ce moment-là.

Jeudi 8 au soir, alors que les résidents se réunissaient pour discuter de la riposte, la police a de nouveau envahi le foyer à la recherche du 4^{ème} délégué. De plus, des menaces d'expulsion planent sur plusieurs résidents.

Cette agression policière a soulevé la réprobation de la population locale. La solidarité s'est organisée.

Aujourd'hui, le comité de résidents est en liaison permanente avec le comité de soutien qui s'est créé. Nous exigeons :

- La libération immédiate des résidents arrêtés.
- La prise en compte des revendications des résidents pour que s'ouvrent de véritables négociations.

Nous réaffirmons l'égalité des travailleurs français et immigrés, et la nécessaire unité de la classe ouvrière.

Beghin Say

Suite aux propositions du «comité pour la liberté du travail» de neutraliser l'usine pour 48 heures, afin de débloquent la situation en faisant un geste positif envers la direction, les négociations ont commencé à Corbehem entre les syndicats et la direction. Mais les discussions patinent, la direction n'acceptant pas tous les points (pas de licenciements, conditions de travail). Faudra-t-il en passer par toutes les exigences de la direction comme semble le proposer la CGT ? L'alternative est maintenant claire - soit accepter toutes les concessions qu'on veut nous imposer, ce qui équivaudrait à une défaite, soit être fermes sur les positions.

Perdre, ce serait perdre une lutte-test pour les trusts Beghin. Ce serait aussi exposer les éléments les plus durs à la répression patronale. Neuf nouvelles inculpations pour occupation ont d'ailleurs été prononcées, ce qui fait 28 au total. Ou alors, reprendre la lutte, ce que souhaitent de nombreux travailleurs, surtout à la CFDT, et à la CFTC mais le risque serait alors de briser l'unité syndicale ! Si la CFDT et la CFTC continuent seules, la CGT étant majoritaire, la direction a gagné. Le mécontentement des travailleurs envers la direction de la CGT est grand. Evoquant les traditions régionales de lutte dure (en particulier les mineurs), les travailleurs n'acceptent pas la défaite. Négociateur, oui, mais pas à n'importe quel prix. Beaucoup de travailleurs combattifs, écœurés par l'attitude de la CGT qui veut liquider la grève, parlent de déchirer leurs cartes.

UNE LUTTE RESOLUE

«Minoritaires et irresponsables», les 5600 travailleurs des Cycles ? Eux qui ont osé montrer que la seule solution, pour faire céder cet empire qui sème la misère et la répression, c'était de prendre l'offensive. C'est ce qu'ils ont fait, occupant leur usine, séquestrant les directeurs lors d'une réunion du Comité d'Entreprise, refusant de céder aux provocations et aux intimidations du «Comité pour la liberté du travail», manifestant à plusieurs centaines à Montbéliard et aux portes de l'usine de Sochaux... Les travailleurs des usines Peugeot de la

DOSSIER

Réforme de l'entreprise

RÉFORMES A LA CHAÎNE

par Richard FEUILLET

Le rapport Giraudet sur les salaires

L'APOLOGIE DE LA PRODUCTIVITE

C'est au mois d'octobre de l'année dernière que Durrafour, le ministre du travail, mettait en place l'organisme appelé «conseil des sages», chargé d'étudier les différents aspects du travail manuel et de faire un certain nombre de propositions «pour pouvoir l'améliorer».

5 mois plus tard, le 15 mars 76, la commission chargée plus précisément d'étudier la question des salaires (les différentes formes, la hiérarchie) et dirigée par Giraudet, PDG d'Air France, rendait publiques ses conclusions. Lors d'une conférence de presse, le groupe Giraudet remettait deux livres où sont formulées ses propositions.

Supprimer les cadences

1) la première proposition consiste à limiter de façon importante le travail au rendement : le salaire au rendement ne constituerait plus que 10 % du salaire : «Il s'agit de réduire les éléments de rémunération aléatoires... à la variation du niveau de production individuelle (rendement)». Mieux encore, il s'agirait d'intégrer au salaire l'essentiel des primes. Voilà qui est intéressant ! N'est-ce pas là les revendications pour lesquelles nous luttons depuis plusieurs années ?

En fait, très vite, M. Giraudet, dans son rapport, introduit une subtilité qui éclaire les choses :

«Il convient de distinguer travail au rendement et salaire au rendement».

Dans le premier cas, le rendement peut être imposé par la nature même du travail, par exemple le travail à la chaîne (bref, dans ce cas, c'est naturel nous n'y pouvons rien !) ou par des normes de rendement minimal (là encore pas question de remettre en cause ce que font tous les patrons dans les usines !).

«Dans le deuxième cas, (salaire au rendement), c'est le salaire lui-même qui dépend du rendement. Il s'en-

suit une modification des conditions de travail qui deviennent plus difficiles. La recherche du rendement (de la part des travailleurs) peut nuire à la sécurité, à la santé des travailleurs».

Bref, il s'agit de supprimer les primes de rendement, tout en laissant les cadences ! D'après Giraudet, les «accidents» disparaîtraient miraculeusement parce que les travailleurs n'ayant plus de stimulant ne chercheraient plus à travailler vite ! Il voudrait faire croire que la cause des accidents du travail, ce sont les travailleurs eux-mêmes !

En fait quand Giraudet déclare «que les primes de rendement dans les rémunérations ont rapidement diminué depuis une décennie», on sait très bien que là où elles ont été supprimées, ou bien, intégrées au salaire par le biais des luttes, les patrons ont tenté d'augmenter l'intensité du travail. A nouveau les mutilations ont augmenté elles-aussi. En fait, Giraudet veut surtout en diminuant les primes de rendement, donner seulement l'impression aux travailleurs qu'ils travaillent à leur rythme naturel. C'est en fait au rythme de la machine ! Croit-il que les travailleurs vont être dupes ?



Aux revendications sur les salaires, le PDG d'Air France répond par la répression.

L'intégration des primes dans le salaire de base

Certes, il n'empêche que les primes de rendement seraient au moins intégrées dans le salaire de base, ce qui ferait une petite somme de plus d'assurée à la fin du mois ! Mais même pour une telle revendication, Giraudet déclare qu'il ne faut surtout pas se presser : «Une telle évolution suppose toutefois du temps et ne peut être instituée que par paliers»... Le palier, c'est la fin du VII^e plan, en 1980. Et la part du salaire au rendement sera encore fixée à

Celle-là, Giraudet dit qu'il ne faut surtout pas les supprimer.

Voilà qui éclaire avantageusement le sens de cette réforme ! Alors que toute une série de luttes des travailleurs vont dans le sens de refuser des conditions de travail qui détériorent rapidement leur santé ou qui développent constamment les risques d'accidents, de mutilations si ce n'est de mort, Giraudet réclame que l'on maintienne le système des primes de risques : encourager le travailleur à monnayer sa vie, sa santé contre un supplément de salaire. C'est justement contre cela que les hauts fourneaux d'Usinor à Dunkerque étaient partis en grève après la mort d'un des leurs en juin 74 !

Quant aux primes d'assiduité, Giraudet se propose de ne pas non plus les intégrer... Il sait bien que l'intensification du travail, les conditions de travail et de vie contraignent souvent les travailleurs à s'absenter pendant le mois, un minimum pour récupérer... La prime d'assiduité est là pour empêcher les travailleurs de déclarer de petits accidents du travail, de prendre quelques jours pour essayer de récupérer. Mr Giraudet les maintient.

De la même façon, il est proposé de garder les primes de suggestion ou liées à la valeur «personnelle». Il faut garder aux primes leur rôle de «récompense».

AUGMENTER LES SALAIRES UN PEU...

«Une revalorisation brutale risquerait d'élever leur prix aux entreprises et de porter atteinte à leur compétitivité face à des concurrents disposant d'une main d'œuvre moins chère.

Même progressive, la revalorisation risque d'avoir des conséquences importantes pour la politique industrielle et pour la compétitivité de l'économie française. Si elle n'est pas accompagnée d'un effort de productivité (lisez intensification du travail),

dans certains cas d'une restructuration (lisez accroissement du chômage), l'accroissement des coûts salariaux risque de compromettre la survie de certains secteurs et d'aller à l'encontre de son objectif. Un tel risque est d'autant plus réel que ce sont souvent les mêmes entreprises qui cumulent les désavantages : main d'œuvre nombreuse à forte proportion d'ouvriers, marges faibles, concurrence étrangère importante.»

...POUR AUGMENTER LES PROFITS BEAUCOUP

«Mais il ne faut pas sous estimer les avantages que l'on peut attendre d'une opération bien menée et conduite avec détermination : gains de la productivité, stimulation de la modernisation des entreprises, orienta-

tion de la croissance vers des secteurs plus productifs, meilleur équilibre entre l'appel aux ouvriers français et aux travailleurs immigrés, réduction de la pression sociale».

(Extraits du rapport Giraudet)

Une démagogie impuissante à freiner les luttes

En fin de compte, ce nouveau rapport, présenté il y a peu à grands renforts de publicité, n'est rien d'autre qu'une nouvelle mesure démagogique du gouvernement destinée à gagner du temps, à freiner les luttes de la classe ouvrière contre l'aggravation des conditions de travail, luttes qui montrent nettement le refus des travailleurs de faire les frais des restructurations entreprises par le patronat, de faire les frais de la crise.

C'est d'ailleurs ce que précisera Giraudet en intro-

duction à sa conférence de presse «Les aspects néfastes du travail manuel créent une situation malsaine pour la France». On ne peut être plus clair ! Mais ces nouvelles mesures comme toutes celles visant à soi-disant «revaloriser le travail manuel» ne sauraient empêcher les travailleurs de se lever toujours plus nombreux pour faire aboutir leurs revendications. Elles ne sauraient empêcher que se construise ce mouvement de grande ampleur qui contraindra la bourgeoisie à de premiers reculs significatifs.



Renault : contre le salaire posté

LA MENSUALISATION

Le rapport Giraudet se propose d'achever la mensualisation des travailleurs. Mais quelle mesure compte prendre Giraudet pour imposer la suppression des contre-visites du type Sécurex qui s'effectuent dans ce cas en cas de maladie et qui

est inscrite dans 90 % des accords de mensualisation ? Giraudet est muet là-dessus, c'est pourtant une des revendications essentielles des travailleurs mensualisés en butte à ce système odieux des médecine-flics.

10 %. Décidément, il ne restera pas grand chose !

Mais il y a toutes les autres primes que Giraudet, publiquement se propose d'intégrer directement dans la rémunération fixe. Dans son livre, le ton change :

«Il y a différentes sortes de primes : celles qui sont liées à des conditions particulières comme les primes de risque, de froid, de poste».

TELEVISION

1^{er} MAI TOUS A PARIS

de 17h à 24h

FETE de REBELLES

Cartoucherie de Vincennes

METRO CHATEAU DE VINCENNES

Avec : Gilles SERVAT
Roger SIFFERT
IMAGO

Groupe Soho - François Tusques
Carlos Andreu - Pierre Champion -
Chic Street Man -
SEKANGE

Plus de 10 forums avec des jeunes venus de toute la France

sur le chômage, les jeunes ouvriers, Mai 68, l'armée, la presse pour jeunes, la pollution, l'avortement et la contraception, la lutte contre la réforme Haby, la chanson populaire et révolutionnaire, le cinéma militant...etc...

- Danse, Chorale, Cinéma non stop, Jeux, Concours, Spécialités étrangères, Théâtre, etc...
- Avec des jeunes de 20 pays du monde entier (Palestine, Djibouti, Tunisie...etc...).

INTERVENTION DU COMITE NATIONAL DE L'UCJR

Vignettes 8 F à commander à Rebelles

57 rue Ordener 75018 PARIS ou au Quotidien du Peuple.

Nombreux départs groupés de province

A2, Jeudi

DEEP PURPLE

Sur la scène, un groupe de hard rock déchaîné, dans la salle un public hystérique : c'est un concert de Deep Purple. Les paroles des chansons n'ont guère d'importance, noyées dans un déluge de décibels. Amples crinières ostensiblement secouées, habillement hippy de rigueur, force bagues aux doigts, le groupe s'exhibe dans sa vulgarité. Et le guitariste Ritchie Blackmore piétinant sa guitare (il en «consomme» trois par soirée, en moyenne) qu'en dites-vous ?

Au journaliste complaisant qui les interroge, ils font des déclarations du genre : «Je n'aime pas trop les gens ; je les trouve ennuyeux. En général, je me trouve aussi ennuyeux».

Mépris des «gens», dévouement dans la violence musicale et scénique, le groupe Deep Purple donne le change encore à pas mal de jeunes. Ce qu'on a vu et entendu jeudi soir a dû en dégoûter plus d'un.

Horizontalement :

- A - Feu de signalisation.
- B - Garantie - Avec lui, ça barde !
- C - Appel au secours - Acquitter.
- D - Morceau de pneu - On peut y éteindre sa soif.
- E - Son secrétaire porte le béret - Après la signature.
- F - On le perce parfois - Pour s'en servir, il faut les jeter.
- G - Rédigea - Article.
- H - Mesure de sensibilité - Couchée.
- I - Peintre - On la dit généralement heureuse.
- J - Héros antique - Crochet.

Programme

SAMEDI 10 AVRIL		métrage
TF 1	20 h 30 - Coppélia	21 h 55 - Journal
DIMANCHE 11 AVRIL		
19 h 20 - Actualités régionales	17 h 10 - Cannon, série américaine	
19 h 45 - La vie des animaux	18 h 45 - Nans le berger	
20 h 00 - Journal	19 h 15 - Les animaux du monde	
20 h 30 - Numéro 1 : Serge Lama	19 h 45 - Journal	
21 h 30 - Nouvelles de Henry James : les raisons de Georgina	20 h 30 - Laisse aller, c'est une valse, film de G. Lautner (1970)	
22 h 35 - Les arts Martiaux Et tu n'auras d'autres adversaires que toi-même	22 h 10 - Questionnaire : Jean Denizet	
23 h 10 - Journal	23 h 10 - Journal	
A 2		
18 h 55 - Des chiffres et des lettres	18 h 15 - M.A.S.H., série américaine	
19 h 20 - Actualités régionales	18 h 45 - Stade 2	
19 h 45 - Y'a un truc	19 h 30 - Ring parade	
20 h 00 - Journal	20 h 00 - Journal	
20 h 30 - Les branquignols	20 h 30 - Système 2	
22 h 05 - Dix de der	21 h 40 - Les brigades du tigre	
23 h 35 - Journal	22 h 35 - Bande à part	
FR 3		
18 h 45 - Pour les jeunes	20 h 05 - Deux enfants en Afrique	
19 h 05 - Programmes régionaux	20 h 30 - Les visiteurs du dimanche soir : l'information	
19 h 20 - Actualités régionales	22 h 15 - Journal	
19 h 40 - Une ville, un événement	22 h 30 - La belle ténébreuse : film de F. Niblo (1928)	
19 h 55 - Flash journal		
20 h 00 - Festival du court		

MOTS CROISES



- Verticalement :
- 1 - Une des tares du capitalisme.
 - 2 - Prénom - Personne bornée.
 - 3 - De très près - Lieu de prières.
 - 4 - Equipe de football - (init.) Limite - Voyelles.
 - 5 - Oncle d'Amérique - Note.
 - 6 - Va bien dans les épinards.
 - 7 - Combine - Pétale.
 - 8 - Ils mesurent l'irradiation - Cachés.
 - 9 - Époque - Sans verdure.
 - 10 - Détournée de sa route.

feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

La victoire de la révolution chinoise elle-même «correspondra à la victoire du peuple chinois sur l'agression japonaise» (Mao Tsé-toung).

66^e ET DERNIER ÉPISODE
QUAND VIENDRA LE TRIOMPHE...

«L'IMPÉRIALISME DÉTRUIT L'IMPÉRIALISME»

Le régime de Nankin comprenait naturellement fort bien ces objectifs communistes, ainsi que tous les hommes au pouvoir. Aussi cherchaient-ils toutes les voies possibles de compromis ; ils feraient, s'ils pouvaient en éviter les conséquences intérieures, de nouvelles concessions au Japon. (...)

Mais les communistes étaient assez satisfaits de leur propre analyse du cours de l'histoire récemment vécue pour se contenter de l'orientation choisie pour le parcours en vue, à travers des événements qui obligeraient Nankin à se battre pour sa propre survie. Ils savaient que Nankin était susceptible de continuer à hésiter, que le Japon pouvait se complaire au jeu infiniment varié de ses feintes et de ses manœuvres, jusqu'à ce que fût atteint le paroxysme de l'antagonisme entre les intérêts de l'impérialisme nippon et les intérêts nationaux de la Chine sur le plan extérieur, et entre

les masses chinoises et japonaises et leurs gouvernants bourgeois-proprétaires sur le plan intérieur, jusqu'au moment où toutes les contraintes et oppressions physiques deviennent intolérables, que les barrières de l'histoire se rompent, que l'immense catastrophe engendrée par l'impérialisme se déchaîne, à la Frankenstein, pour détruire l'impérialisme et que le déluge balaie tout devant soi.

De même que «le capitalisme creuse sa propre tombe», de même l'impérialisme détruit l'impérialisme, en ce sens que seule une grande guerre impérialiste libère les forces qui peuvent apporter aux masses asiatiques les armes, l'instruction, l'expérience politique, la liberté d'organisation et le mortel affaiblissement des pouvoirs intérieurs de police, autant d'accessoires nécessaires de toute conquête révolutionnaire du pouvoir dont on peut imaginer le succès dans un avenir relativement proche.

LA RÉVOLUTION TRIOMPHERA

Tels étaient, à mon avis, les grands traits de l'image que les communistes se faisaient de l'avenir tandis que la Chine attendait que le Japon frappe. On peut ne pas tout en admettre, mais ceci au moins semble certain - ce que Lénine écrivait il y a plus de vingt ans est encore vrai aujourd'hui : «Quel que soit le sort de la Grande Révolution

chinoise contre laquelle diverses hyènes «civilisées» sont en train d'aiguiser leurs dents, aucune force dans le monde ne restaurera le vieux servage en Asie ni n'effacera de la face de la terre la démocratie héroïque des masses populaires des pays asiatiques et semi-asiatiques».

Et une autre chose semblait également certaine. Ni les idées socialistes démocratiques pour lesquelles des dizaines de milliers de jeunes hommes ont donné leur vie en Chine ni les énergies qui les alimentent ne seront détruits. Le mouvement de révolution sociale en Chine aura beau subir des défaites, battre momentanément en retraite, sembler languir pour un temps, effectuer de grands virages tactiques pour répondre à des nécessités et à des buts immédiats, il pourra même pendant un temps se trouver submergé, être forcé à se terrer dans la clandestinité, il n'en continuera pas moins à mûrir ; sous une mutation ou une autre il finira par vaincre, simplement parce que, comme ce livre le prouve (s'il prouve quoi que soit), les conditions fondamentales qui lui ont donné naissance portent en elles la nécessité dynamique de son triomphe. Et ce triomphe, quand il viendra, sera si puissant, si irrésistible dans sa décharge d'énergie catabolique, qu'il rejettera dans l'oubli les derniers soubresauts de l'impérialisme qui asservit encore le monde oriental.

FIN



DJIBOUTI : De notre envoyé spécial J.P. GAY UN PEUPLE CONTRE LA BASE MILITAIRE FRANÇAISE (12)

UN ENJEU STRATEGIQUE -2-

«On ne veut ni de la France, ni de l'Amérique, ni des Russes !»

Préparatifs de guerre

«LA RICHESSE, C'EST NOUS QUI LA CRÉERONS»

La radio et la télévision locales, à Djibouti, se limitent aux émissions d'informations faites par la France. Des grands événements politiques jusqu'au plus petit fait divers, l'actualité, c'est celle de la France, pas un mot sur les réalités du territoire et la vie des peuples du continent : faire oublier au peuple africain de Djibouti jusqu'à son existence !

Aussi, lorsqu'il n'y a pas de brouillage par les services français, on se met à l'écoute de radio-Mogadiscio qui, depuis un an, diffuse quotidiennement pour Djibouti, des bulletins spéciaux en Afar et en Somali. Quant aux lectures, chez les jeunes, instruits (ils le sont forcément en langue française), des périodiques tels que «Afrique-Asie» ont quelque succès. C'est par ces moyens-là que les jeunes ont suivi, jour après jour, la guerre d'Angola.

Quelle que soit l'ampleur de la présence soviétique en Angola, la victoire du MPLA est généralement considérée ici comme la victoire du peuple angolais. Avant tout, on veut applaudir aux reculs imposés aux racistes d'Afrique du Sud.

En haïssant le colonialisme français duquel on a tant subi, auquel on a été confronté directement pendant tant d'années, on est également vigilant à l'égard des autres puissances de l'Occident. On sait leurs liens

avec la France, en particulier les Etats-Unis, dont on craint qu'ils n'essaient, en s'appuyant par exemple sur l'Ethiopie, de se substituer à la France, après son départ forcé. Mais on ne voit pas toujours clairement la menace d'une autre domination : celle du nouvel impérialisme soviétique qui rêve de prendre la relève.

Pourtant, la présence militaire soviétique est de plus en plus massive et visible dans la région, notamment la flotte soviétique qui s'accroît dans l'Océan Indien, plus rapidement que n'importe quelle autre. Ces faits, des jeunes Djiboutiens en sont conscients. Et leur point de vue reflète cette aspiration de leur peuple : si l'on est prêt à accepter l'aide de quiconque pour se débarrasser de la domination coloniale, on n'a pas l'intention d'échanger un maître contre un autre.

Comme nous le disaient des jeunes de la LPAI : «On devient communistes, à partir de ce qu'on vit ici chaque jour, à partir de ce que nous font subir les colons.

On n'est pas soviétiques. On veut notre indépendance, on ne veut ni de la France, ni de l'Amérique, ni des Russes. C'est ceux qui veulent continuer à nous dominer qui nous prêtent des intentions différentes. Notre pays est pauvre mais, la richesse du pays, c'est nous qui la créons quand la France sera partie».

BASE US AU COEUR DE L'OCEAN INDIEN

Le total annuel des jours de présence des navires de combat américain, sans compter les navires auxiliaires ou d'appui, est passé de 800 par an dans la période 1960 - 69 à 1410 en 1973, et près de 2000 à l'heure actuelle.

En principe, la marine des Etats-Unis ne bénéficie du libre accès à aucun port de l'Océan Indien ; mais elle dispose de Bahrein dans le Golfe Arabe, et de la base d'Asmara, en Erythrée, sur la mer Rouge. Elle dispose aussi de nombreux arrangements avec divers pays riverains. Et elle possède aujourd'hui la grande base de Diego Garcia, au cœur de l'Océan Indien.

La construction de la base, située au sud de la mer d'Oman, et à égale distance de la côte africaine et de l'Indonésie, est en cours d'achèvement. Les Américains pour établir leur base, ont déporté la population de l'île de Diego Garcia vers l'île Maurice.

Diego Garcia doit servir de base aux sous-marins nucléaires américains lanceurs d'engins, notamment les missiles Poséidon.

Lors de la guerre indo-pakistanaise de 71, les Américains avaient constaté qu'il fallait 7 jours à leur porte-avions nucléaire «Enterprise» pour se rendre du Pacifique à l'Océan Indien, en transitant à l'est, par le détroit de Malacca. A partir de Diego Garcia, l'«Enterprise» atteindra n'importe quel point-clé du nord de l'Océan, notamment le sud du monde arabe, en 2 jours.

En décidant de maintenir et même de renforcer son dispositif militaire, non seulement à Djibouti mais aussi à Mayotte et à la Réunion, la bourgeoisie française se trouve placée, à 7 000 km de la métropole, dans une concurrence très vive, avec d'autres puissances impérialistes, également étrangères à la région, principalement les deux super-puissances : Etats Unis et Union Soviétique. L'enjeu : la domination de l'Océan Indien sur les rives duquel vivent près d'un milliard d'hommes. L'Océan Indien où s'écoule le courant pétrolier le plus important du monde et qui recèle d'importantes réserves non exploitées, au large des côtes africaines, arrive en tête de tous les autres secteurs du globe pour la densité de circulation des matières premières. L'entêtement des colonialistes français à Djibouti correspond à la volonté d'une France impérialiste, devenue puissance secondaire, de s'appuyer sur l'héritage du passé colonial, pour continuer à peser, en compétition avec les super-puissances, sur la politique et l'économie des pays de la région.

Aux appétits des grandes puissances correspond la mise en œuvre d'énormes moyens militaires. Ces dernières années, marquées par la constitution d'une flotte française de l'Océan Indien, ont vu l'entrée en force dans l'Océan des flottes de guerre, des sous-marins nucléaires des deux super-puissances qui font pression sur les pays riverains pour multiplier leurs points d'appui.

La réouverture du canal de Suez favorise de nouveaux déploiements de forces et accroît les risques d'affrontements. Grâce au canal, les Américains et les Soviétiques peuvent plus rapidement renforcer leur flotte dans l'Océan Indien.

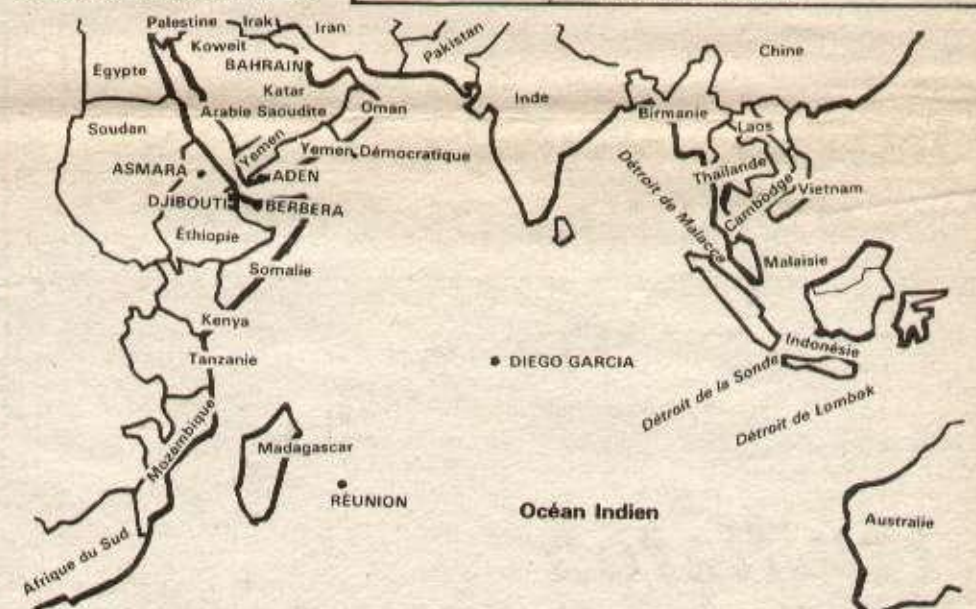
LA RESISTANCE DES PEUPLES

Mais, en même temps, s'affirme une résistance grandissante : c'est la volonté des peuples, comme à Djibouti, d'en finir avec le colonialisme et c'est la

volonté des pays riverains de l'Océan Indien, de défendre leur indépendance.

En particulier, la revendication des pays du Tiers Monde de porter la largeur des eaux territoriales à 200 milles marins, est décisive pour l'avenir de l'Océan Indien, car elle aboutit à entraver la circulation des forces aéro-navales des pays impérialistes dans cette région du monde.

Dans la mesure où les gros porte-avions et les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins n'utilisent pas le canal de Suez, pour des raisons de commodités et de «discrétion», les détroits de Malacca, de la Sonde et de



Lombok qui font communiquer le Pacifique et l'Océan Indien, conservent un rôle essentiel. L'URSS qui, comme les Etats Unis, refuse les 200 milles marins, réclame que le détroit de Malacca qu'elle utilise largement soit «dénationalisé» et devienne un «détroit international».

Et, tandis que les Etats Unis ont installé une base à Asmara, en Erythrée au nord de Djibouti, les Soviétiques, dont la flotte utilise Berbera au nord de la Somalie réclament au Yémen du sud de construire une base face à Perim dans le Bab el Mandeb, et de conclure avec la Somalie un accord, qu'ils superviseront, pour le contrôle de la Mer Rouge.

FIN DE NOTRE REPORTAGE

LA FRANCE : UNE STRATEGIE GLOBALE A L'EST DE L'AFRIQUE

Djibouti est au centre du déploiement des forces françaises pour la partie nord de l'Océan Indien.

- L'île de la Réunion et l'île de Mayotte (archipel des Comores) sont au centre du dispositif français pour le sud de l'Océan Indien.

Depuis le départ en 73 des unités aériennes stationnées à Madagascar, la France a construit une base aérienne à Saint-Denis-de-la-Réunion. La base dispose notamment d'une piste de 2 750 mètres. Des travaux sont en cours pour aménager la piste, afin qu'elle puisse accueillir les Jumbo-jets (transports de troupes). On aménage actuellement, pour les rendre accessibles à l'aviation, les îles éparpillées, situées dans le canal du Mozambique, à proximité de Madagascar.

Notons l'importance de ce dernier point. Le canal du Mozambique reste, malgré la réouverture du canal de Suez, un passage très fréquenté, en particulier par les pétroliers géants, pour lesquels Suez n'est pas encore aménagé.

Au cas où le canal du Mozambique serait fermé aux grandes puissances - étrangères à l'Océan Indien - la route des pétroliers passerait à l'est de Madagascar, où est située la nouvelle base française de la Réunion.

LES NAVIRES DE GUERRE SOVIETIQUES VONT-ILS A LA PÊCHE A LA LIGNE ?

L'Union Soviétique qui a refusé de faire un rapport à l'ONU sur l'état de ses forces dans l'Océan Indien, malgré la demande de l'assemblée générale de l'ONU en décembre 73, a adressé en juin 74, au secrétaire général de l'ONU, une lettre pour se «justifier», où il est dit notamment :

«Les navires et bâtiments de guerre de l'Union Soviétique n'ont jamais fait peser de menace sur quiconque dans cette région... ils participent à des croisières d'entraînement ainsi qu'à la recherche et à la récupération des vaisseaux spatiaux soviétiques retombés dans l'Océan Indien... L'Union Soviétique est amenée à procéder à des recherches scientifiques dans la région pour assurer la sécurité des navires qui la traversent».

C'est depuis 1969 que la présence navale soviétique dans l'Océan Indien est devenue permanente, avec notamment des unités qui sont détachées régulièrement de la flotte soviétique du Pacifique.

Pour l'URSS, le total annuel des jours de présence dans l'Océan Indien, de sa flotte de guerre, est passé de zéro pour la période 1960 - 67 à 2487 en 1973 (près de deux fois plus que les Etats-Unis pour la même période).

Les navires soviétiques circulent surtout dans la partie occidentale de l'Océan Indien, notamment dans la région d'Aden et de la Somalie.

L'URSS dispose d'installations ou de facilités de mouillages dans plusieurs pays, dont la Somalie, le Yémen démocratique, l'Irak.

De plus, les accords entre l'Inde et l'URSS donnent aux navires et avions militaires soviétiques, les droits de stationnement, d'escale, de survol, et de ravitaillement, dans les ports, les aéroports et les archipels indiens.